

imprecor

correspondance de presse internationale

bimensuel, N° 36 — 23 octobre 1975

30 fb, 3fs, 3ff



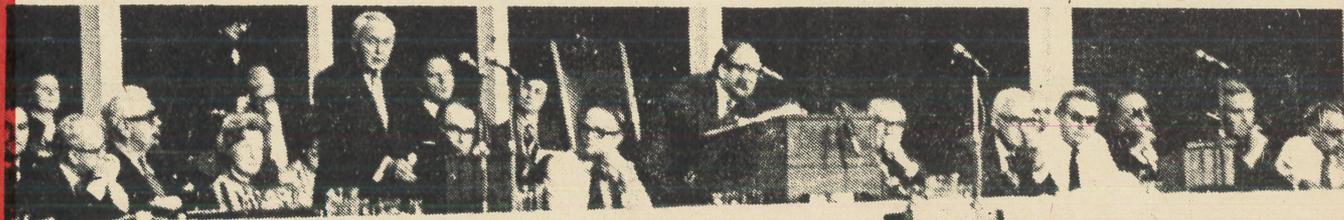
Interview exclusive

PORTUGAL: d'un membre d'une
commission du RASP

REGIMENTO DE ARTILHARIA LIGEIRA N°1

Grande Bretagne:

**CONGRES du
PARTI TRAVAILLISTE**



INPRECOR



correspondance de presse internationale

n°36 23 octobre 1975

● sommaire

PORTUGAL:

- CICAP: "Pour l'exemple" p. 3
Document du RALIS :
"Le Portugal ne sera pas le Chili de
l'Europe". p. 5
Le RALIS pour les comités de
soldats p. 8

ESPAGNE :

- L'Isolement : interview d'un
membre de la LCR-ETA VI p. 8
Solidarité internationale (suite) p. 11

FINLANDE:

- La crise s'approfondit p. 16

GRANDE-BRETAGNE:

- Le congrès du Parti travailliste
appuie la réduction du salaire réel. p. 13

COREE:

- Le maillon faible p. 20

JAPON:

- Tenue de la Deuxième Conférence
de la Jeunesse asiatique p. 26

SRI LANKA:

- Déclaration du Parti marxiste
révolutionnaire sur la rupture du
Front Unique gouvernemental. p. 28

PANAMA:

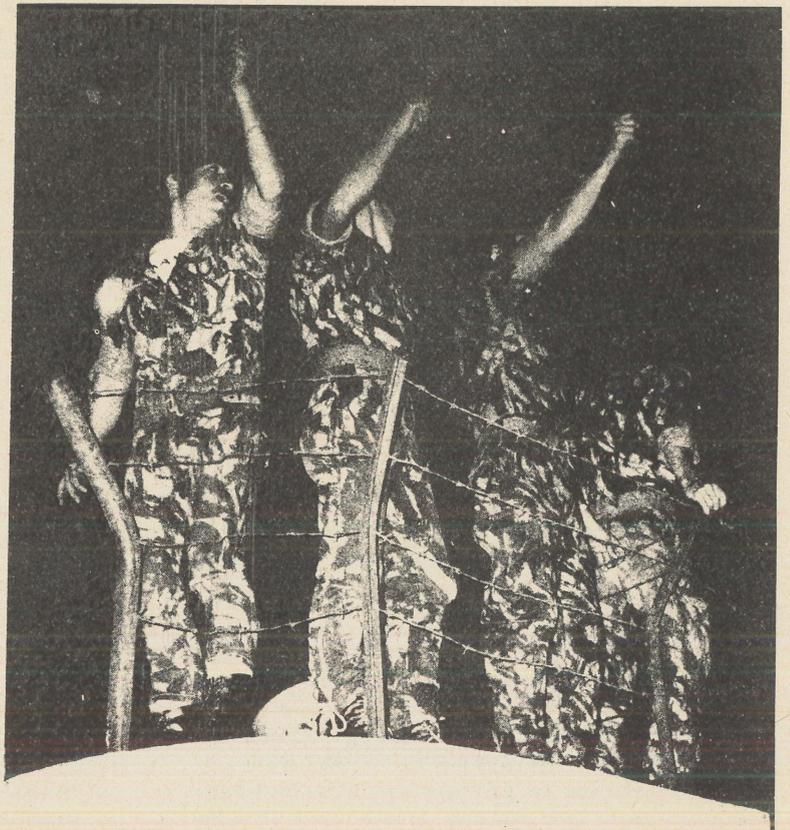
- Mobilisation anti-impérialiste. p. 31

ARGENTINE:

- "Hommage à nos femmes
martyres" (extrait de Avanzada
socialista) p. 32

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'informa-
tion du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés
ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les
USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser
à la rédaction
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de
Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire
parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

INTERVIEW



PORTUGAL

CICAP:

pour l'exemple!

INTERVIEW D'UN MEMBRE D'UNE COMMISSION DU RASP (Régiment d'Artillerie de Serra do Pilar)

Q. - Peux-tu nous expliquer pourquoi le CICAP a été dissous par l'état-major de la Région militaire du Nord ? Quelle était l'importance militaire et politique du CICAP ? Quelle est la signification de cette mesure ?

R. - Le CICAP en tant qu'unité militaire n'était pas très importante ; elle avait peu d'armes. C'était un centre d'instruction de conducteurs automobiles, tout simplement.

Son importance dans la Région militaire du Nord (RMN) était essentiellement politique. Sa dissolution devait avoir valeur d'exemple. Au CICAP la cassure entre officiers et soldats était très profonde, pour plusieurs raisons. D'abord, l'encadrement était très réactionnaire. Par exemple un sergent était un ancien candidat à la PIDE, un sous-officier était un ex-membre de la Légion portugaise. Les soldats par contre étaient devenus les plus combattifs de la région. Ils sont d'origine ouvrière, cela est compréhensible vu le ni-

veau de connaissances techniques exigé par une telle unité. En outre, le CICAP avait joué un rôle d'avant-garde le 25 avril dans le Nord. Ceci avait stimulé la radicalisation parmi les officiers miliciens. Un certain nombre d'entre eux avait été responsable de la lutte contre l'ELP (armée de libération du Portugal) dans le nord. Ils étaient revenus dernièrement dans la caserne. En effet, ils avaient démissionné de l'état-major lors de la nomination du militariste général de brigade Veloso, en remplacement de Corvacho.

Cette combativité s'était exprimée le 11 septembre 1975 : les soldats avaient massivement rendu hommage à la lutte des travailleurs chiliens (voir "Inprecor" n°35 du 9 octobre 1975).

Le prétexte de cette punition exemplaire, la dissolution, réside dans la désobéissance des soldats à un ordre d'épuration, donné par le commandant, de cinq soldats et de deux offi-

ciers miliciens. En assemblée plénière, les soldats refusèrent cette décision de saneamento. La caserne devenait un véritable champ de bataille dans le Nord, les affrontements entre soldats et officiers prenaient des formes très dures. Lors de cette assemblée générale, par exemple, tous les officiers de carrière sont sortis.

La décision de dissolution du CICAP augure d'autres mesures qui peuvent aller, si la hiérarchie ne peut endiguer l'insubordination, jusqu'à l'élimination plus ou moins complète des soldats et officiers miliciens et jusqu'à la création d'une armée de métier.

Q. - Comment fut appliquée la décision de dissolution et quelle fut la réaction immédiate des soldats ?

R. - La décision de dissolution fut prise dans la nuit du vendredi au samedi (du 3 au 4 octobre). Les soldats se trouvaient en permission. Une compagnie de commandos du BAAF (Batterie anti-aérienne fixe, aujourd'hui unité du COPCON), occupe la caserne. Les quelques soldats présents sont pris au dépourvu. Immédiatement, ils prennent contact avec leurs camarades en permission et organisent une réunion la nuit même. Ils lancent un appel à tous leurs camarades à venir le lundi devant la porte de la caserne pour en exiger la réouverture. Des brigades d'explication sont constituées, elles se rendent dans les quartiers ouvriers et appellent à la solidarité des travailleurs.

Le samedi 4 octobre, une première manifestation est organisée. Elle se dirige vers la caserne mais est brutalement dispersée par la compagnie opérationnelle du RIP (Régiment d'infanterie de Porto). Des groupes de travailleurs ont fait en permanence, aux côtés des soldats, le siège de la caserne. Un ouvrier sera d'ailleurs blessé par balle au ventre.

Q. - Une riposte beaucoup plus importante fut organisée, quel rôle joua le SUV dans cette mobilisation ?

R. - Le Secrétariat Nord du SUV a immédiatement organisé la solidarité dans toutes les casernes de la région et a mobilisé les CT et les CM pour une manifestation d'appui le lundi 6 octobre. Des milliers de tracts furent distribués dans toutes les casernes.

Des assemblées plénières furent imposées au RASP et au RTm (Régiment de transmission) pour structurer l'appui au CICAP. Le lundi, la place Humberto Delgado (place centrale de Porto) est comble; des dizaines de milliers de travailleurs sont mobilisés. C'est la plus grande manifestation depuis le 1er mai 1974. Deux mille soldats y participent la combativité est très grande. La

manifestation se dirige vers le quartier général puis vers le CICAP.

Face au CICAP, les soldats se mettent devant la porte principale et un camarade appelle les soldats occupant le CICAP à se joindre à la manifestation. Les officiers du RIP firent tout pour les retenir. Les sous-officiers avaient enlevé leurs galons et s'étaient incorporés dans les rangs des soldats occupants afin de renforcer l'encadrement et d'assurer la discipline.

Les manifestants adressent un ultimatum d'une demi-heure pour que Veloso vienne s'expliquer debant eux et pour qu'il ouvre la porte de la caserne.

La demi-heure écoulée, on commence à limer le cadenas bloquant la porte. La manifestation était sur le point de pénétrer dans la caserne, mais les troupes occupantes manifestèrent avec évidence la volonté de tirer. La direction de la manifestation donne alors l'ordre de se diriger vers une caserne prête à apporter son appui aux soldats du CICAP : le RASP.

En effet, cette caserne ouvrit ses portes aux manifestants. Après une discussion avec les soldats du RASP, dans la nuit du 6 au 7 octobre, les manifestants occupent le RASP; le drapeau rouge est planté sur la caserne!

Le RASP est une caserne importante car fortement armée, elle possède entre autres de nombreuses pièces d'artillerie, des chars, etc.

Q. - Le PPD a organisé très rapidement des contre-manifestations. Peux-tu préciser leur importance et la signification de cette initiative propre du parti de Sa Carneiro ?

R. - Le PPD va durant cette période, accentuer son image de marque de force de frappe réactionnaire. Il tente de donner rapidement une réponse très dure.

Le 6 octobre, il contre-manifeste et s'arrête devant les portes du CICAP. Il offre à boire aux soldats occupants, leur donne de l'argent, des briquets, etc. A l'approche de la grande manifestation du SUV les membres du PPD se dispersent.

Le 8 octobre, le PPD met sur pied une nouvelle manifestation aux accents hyper-réactionnaires qui correspond au cours politique imprimé à ce parti par Sa Carneiro, à nouveau secrétaire général depuis quelques semaines. Ce dernier est d'ailleurs présent à la manifestation.

Les 20.000 manifestants se dirigent vers le CICAP où les portes leur sont ouvertes... contre toutes les règles traditionnelles de l'armée! Puis la manifestation se rend au

RASP. Face à cette offensive réactionnaire l'auto-défense du RASP s'organise. Les troupes du PPD étaient fortement armées : pistolets, fusils de chasse et même quelques G3 (fusils mitrailleurs).

Un affrontement eu lieu avec les défenseurs du RASP. Les soldats occupant le RASP décident de venir les mains nues séparer les deux manifestations. Une certaine confusion régnait parmi eux. Mais le cordon de soldats est attaqué par les militants du PPD; alors, ils changent d'attitude. Les chars de combat

sortent du RASP et dispersent le service d'ordre du PPD et la racaille fasciste.

Il est clairement apparu que le PPD voulait se montrer comme une force importante, indépendante, capable de mobiliser pour la "lutte contre l'indiscipline dans l'armée"! Par cet affrontement, le PPD cherchait aussi à justifier une intervention militaire contre le RASP. Le régiment de police militaire a d'ailleurs tenté de réaliser ce projet, avec l'appui de commandos et d'auto-mitrailleuses du RCP (Régiment de cavalerie de Porto). Mais

document du RALIS

« le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe »

Nous publions ici un texte rédigé au RALIS et destiné à être discuté en assemblée générale. Des copies ont été communiquées aux autres casernes. Le mot d'ordre "le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe" n'est pas simplement repris dans les manifestations de soldats, mais devient un sujet de débat et d'étude

dans les casernes. La solidarité avec les travailleurs chiliens, exprimée dans plusieurs casernes le 11 septembre trouve ici son prolongement dans la préparation par les soldats aux-mêmes de plans pour éviter dans la pratique que le Portugal ne devienne le Chili de l'Europe.

"Les 24 erreurs tragiques commises au Chili"

- "1. - Epuration et limogeage (et finalement assassinat) des officiers fidèles au régime légal.
- "2. - Contrôle des émetteurs par les fascistes.
- "3. - Campagne de calomnies amplifiée par les journaux au service de la réaction.
- "4. - Les "militaires peu préparés" ont été pris par surprise et fusillés par milliers.
- "5. - Absence de service d'information et manque de surveillance sur le démarrage des opérations fascistes.
- "6. - Absence de contrôle des éléments "traîtres" des Forces armées (dans l'active, les réserves, les révoqués).
- "7. - Absence de contrôle des fascistes importants ou capitalistes, de la CIA, des provocateurs, du grand capital, des entreprises appartenant aux fascistes et des relations avec l'étranger.
- "8. - Milices civiles mal préparées isolées et sans coordination.
- "9. - Absence de liens entre les masses populaires (inorganisées) et l'armée loyale.
- "10. - Défense des usines (pourquoi ?)
- "11. - Résistance dans les centres des villes (c'est la plus mauvaise des stratégies !)
- "12. - Militaires fidèles (au gouvernement Allende) trop concentrés dans les mêmes casernes (qui par ailleurs étaient connues),

- "13. - Communications mauvaises et lentes.
- "14. - Absence de plan de réaction immédiate.
- "15. - Peu ou aucune expérience de combat des forces populaires.
- "16. - Partis désunis, passifs ou inefficacement liés aux traîtres.
- "17. - Locaux de ralliement connus et donc vulnérables.
- "18. - Putschistes bien préparés; planification scientifique et militaire (type USA) et soutien des militaires traîtres.
- "19. - Absence de mise à profit de la résistance spontanée du peuple et manque d'encadrement par les militaires fidèles.
- "20. - Non interruption des communications et non sabotage des moyens de transport des militaires traîtres.
- "21. - Résistance populaire fragile et localisée à des quartiers isolés.
- "22. - Résistance nocturne isolée et non coordonnée.
- "23. - Absence d'arsenaux secrets, d'armements et de munition (armement anti-char, canons, bazookas, mines anti-char, etc.)
- "24. - Absence de communication radio clandestine pour la résistance révolutionnaire.

ETUDIER LES MEILLEURES MODALITES
POUR EVITER CES ERREURS !

EVITER CES ERREURS !

la riposte des soldats du RASP fut si décidée qu'ils y renoncèrent.

Q. - Comment s'organisent l'occupation et la lutte ?

R. - Les premiers jours, l'organisation de la lutte fut assez confuse. L'expérience manque, c'est la première occupation d'une caserne. Dans la nuit du lundi au mardi se tient une assemblée générale du RASP, du CICAP et des soldats d'autres unités qui ont rallié cette lutte.

Les camarades du RASP sont hésitants, d'autant plus que leur commandant, Castanheira affirme que l'unité serait attaquée, bombardée et que lui-même est menacé de prison. Ce qui d'ailleurs était possible !

Cependant, les soldats de toutes les autres unités s'efforcent de leur faire comprendre l'importance de cette lutte pour l'ensemble des travailleurs portugais. Ils acceptent alors notre présence, qui est confirmée par une assemblée générale plénière du RASP (seul) le lendemain.

Un cahier de revendications est dressé : - réouverture immédiate du CICAP et réintégration de tous les camarades -- démission de Veloso -- constituent les revendications centrales.

Une "Commission de lutte" est élue en assemblée générale. Elle est responsable devant cette assemblée et révocable à tout moment, elle fut d'ailleurs révoquée, lors d'une assemblée générale qui considéra qu'elle n'avait pas rempli sa fonction. Les membres de la commission acceptèrent parfaitement cette décision de l'assemblée générale.

Le 8 octobre lors de la manifestation du PPD, l'organisation de la lutte manifesta son insuffisance. Dès lors, à la "Commission de lutte" s'ajoutent : une "Commission militaire", une "Commission de presse", une "Commission financière", une "Commission d'organisation interne".

Toutes ces commissions sont élues et révocables et coordonnées par la "Commission de lutte", véritable direction. Donc, entre deux assemblées générales, les commissions sont responsables devant la "Commission de lutte".

Cette auto-organisation ne doit pas être envisagée sous un angle purement technique. En effet, il faut souligner deux éléments très importants. Tout d'abord, il était très important de trouver une direction politique subordonnée aux décisions de l'AG et qui puisse ainsi assurer l'unité d'action de tous les camarades en lutte, de toutes les composantes politiques du mouvement. Ensuite, un problème fondamental se posait : cette occupation mettait à l'ordre du jour la nécessité d'une modification

radicale des structures et du fonctionnement de l'armée pendant cette lutte. Ainsi, des "chefs de peloton" furent élus. Dans les cuisines, les tâches étaient réparties également entre soldats et officiers miliciens. Ceci augure de la forme que pourrait prendre une future armée prolétarienne. Tous les soldats qui participent à la lutte ont pu voir concrètement qu'une autre armée était possible.

Durant la première semaine de lutte, les pressions multiples (manifestations du PPD, du PS, menaces de coups de main, etc.) suscitèrent une grande confusion parmi les occupants. Le réflexe de nommer automatiquement des officiers miliciens à des tâches importantes s'affirmait souvent. Ainsi, il ne faut pas idéaliser les formes d'auto-organisation. L'important, c'est de voir la tendance qui se développe et les dizaines d'exemples tout à fait significatifs.

Q. - Comment ont réagi les partis réformistes, PS et PCP ?

R. - Les deux n'ont pas réagi de la même façon, loin de là. Le PS a essayé de mobiliser toutes les forces vivantes de la démocratie bourgeoise pour le rétablissement de l'ordre et de la discipline dans les casernes, et pour l'appui à Veloso, pilier du VI^e gouvernement.

Le 10 octobre, ils ont organisé une importante manifestation, elle était cependant nettement moins massive que celle du SUV. Dans la base ouvrière du PS, il y eut des réactions contre cette initiative. Par exemple, un dirigeant du PS du secteur des pêcheurs d'Afarada (près de Porto), participa à la lutte du RASP. Parmi les soldats, les sympathisants du PS étaient nombreux, ils n'apprécient évidemment pas cette mobilisation de Soarès. Lorsque celui-ci s'attaqua dans son discours à la grève des métallos, les ouvriers de la métallurgie quittèrent la manifestation.

La manifestation du PS resta dans le centre de la ville et ne se dirigea pas vers le RASP. Cependant, des groupes fascistes profitant de cette manifestation s'en allèrent attaquer le siège de l'UDP.

Il faut souligner que les soldats du RASP, en assemblée générale plénière, acceptèrent de laisser le PS manifester devant le RASP s'il venait. Mais, si des groupes essayaient d'attaquer avec des armes à feu, les soldats avaient décidé de riposter.

Le PCP, après des jours de silence officiel a publiquement soutenu la lutte des soldats. Sans cesse il tenta de la réduire à une confrontation entre officiers réactionnaires et officiers progressistes. Il essaya de lancer le mot d'ordre : "Corvacho reviendra !" (ancien commandant de la RMN). Mais le slogan ne fut pas repris. Il tenta aussi d'utiliser les divergences entre Fabiao et Veloso pour trouver

une solution de conciliation ! De même, il chercha à inscrire cette lutte dans le cadre d'une réforme du MFA. Son projet échoua en grande partie.

Q. - Peux-tu décrire les liens entre les occupants du RASP et les CT et CM ?

R. - Quand la guérilla constante pris fin (manifestations et contre-manifestations, etc.) on comprit deux choses : la première, nous devions notre résistance et notre position de force à l'appui des travailleurs qui, au dehors de la caserne, nous appuyaient. Ils montaient la garde toute la nuit et le jour se rendaient au travail ! Vers 19h, ils revenaient devant le RASP pour nous soutenir. Leur courage était fantastique. Plus d'un, blessé, après quelques soins à l'hôpital revenait pour monter la garde.

La deuxième : nous avons assimilé l'importance vitale d'élargir et d'organiser ces liens avec les travailleurs afin de pouvoir prolonger cette lutte.

Des CT et des CM sont venues nous proposer une réunion avec la "Commission de lutte" pour structurer l'appui en créant des comités de soutien. Un journal contrôlé par les travailleurs le "Jornal de Gaia" nous offrit ses machines pour produire un journal de lutte dont le 1er numéro vient d'être publié. Initialement, des brigades du RASP allaient dans les usines expliquer notre lutte. Maintenant, ce travail peut être repris par les CT et les CM de façon coordonnée.

Q. - Quel est le sens de l'intervention de Fabiao, chef de l'état-major de l'armée de terre et quels furent les résultats pour votre lutte de sa rencontre avec la "Commission de lutte" et les officiers professionnels du RASP ?

R. - Le 11 octobre, une délégation lui avait été envoyée pour exposer notre lutte, pour discuter de nos deux revendications centrales sur lesquelles les délégués ne pouvaient d'ailleurs pas négocier. Quand Fabiao est arrivé le 14 il a réaffirmé ce qu'il avait dit à la délégation : "Messieurs, idéologiquement je suis avec vous, mais vous avez failli me faire écarter par le Conseil de la Révolution. Si vous gagnez, je serai foutu ; si vous perdez, c'est moi qui vais vous enfoncer !"

Néanmoins, entre le 11 et le 14 il avait reculé un peu. Il acceptait de reconstituer à nouveau le CICAP dans une autre caserne, et de n'appliquer aucune sanction aux camarades en lutte. Il ne précisa évidemment pas la date ! Comme cadeau, il s'engageait à constituer dans l'ancienne caserne un bataillon baptisé démagogiquement : "Bataillon du 25 avril". Enfin, après enquête, s'engageait à réintégrer les camarades du CICAP qui sont en permission illimitée.

Les réformistes ont sauté sur cette offre et ont lancé un cri de : "Victoire, victoire !". Au Por-

tugal on dit : "Victoire, victoire, l'histoire est finie !" C'était leur rêve. En réalité, l'histoire est loin d'être finie, la lutte continue.

Les soldats ont rapidement compris qu'ils ne pouvaient pas laisser leur lutte entre les mains d'un général et leur sort être décidé par les rapports de forces fluctuants entre diverses fractions d'officiers. Fabiao a présenté ses propositions et a menacé de mettre tout le monde sous l'inculpation d'insubordination en cas de refus, puis, rapidement, il a quitté la caserne avant la tenue d'une assemblée générale qui, démocratiquement, aurait pu se prononcer. Peu après, une assemblée générale fut organisée qui décida d'accepter les propositions, mais de continuer la lutte jusqu'à la satisfaction de toutes nos exigences.

Actuellement, un délai de 10 jours est laissé pour la conclusion de l'enquête demandée par Fabiao. Durant ce temps, nous mobiliserons dans toutes les casernes pour la tenue d'une AG au RASP le 24 octobre. Elle devra faire le point et décider de la poursuite de la lutte. Des mesures d'expulsion frappent déjà des camarades ayant participé à la lutte, ce qui indique combien la hiérarchie respecte les accords !

La lutte du CICAP prend un aspect exemplaire face aux mesures de licenciements massifs de soldats miliciens que la hiérarchie veut prendre. Parallèlement, elle envisage d'engager des volontaires (ex-commandos) et de renforcer la police (PSP-GNR).

Pour terminer, cette lutte nous indique aussi la nécessité d'élargir et de structurer un véritable mouvement autonome des soldats à l'échelle nationale. C'est déjà un acquis important de notre combat.

Porto le 15 octobre 1975



le RALIS pour les comités de soldats !

La radicalisation des soldats a aujourd'hui pour résultat une mise en question des structures mises en place par le MFA dans les casernes. Ainsi, l'ADU (Assemblée des délégués d'unité - voir Inprecor N° 35 - interview d'un membre du SUV) du RALIS s'est prononcée pour la création de "commissions de soldats". Le mot d'ordre mis en avant dans le manifeste du SUV tend de plus en plus à se réaliser. Nous publions ici la motion adoptée par l'ADU du RALIS.

"L'ADU du RALIS, réunie le 9 octobre 1975, considérant que les attaques contre les unités progressistes et les épurations contre la gauche constituent les éléments d'une attaque lancée par les forces de droite qui visent au retour du fascisme, considérant que face à cette offensive réactionnaire dans les casernes, seule l'organisation autonome des soldats dans tout le pays peut fournir une riposte efficace sauvegardant

les intérêts des exploités et des opprimés,

décide : 1. - d'exiger la réouverture immédiate du CICAP (Centre d'instruction des conducteurs auto de Porto);

2. - d'exiger la réintégration dans le CICAP de tous les militaires, y compris les sept qui ont été initialement expulsés,

3. - d'appeler les camarades soldats de toutes les unités à tenir des assemblées générales de soldats et à élire des commissions de soldats en vue de la création d'une organisation autonome de soldats à l'échelle nationale.

POUR LA REOUVERTURE IMMEDIATE DU CICAP !

NON AUX EPURATIONS CONTRE LA GAUCHE !

OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS ET MARINS UNIS NOUS VAINCRONT !

EN AVANT VERS L'ORGANISATION AUTONOME DES SOLDATS ! "

ESPAGNE



Cette interview fait suite à celle publiée dans le numéro 34 d' "Inprecor".

● Inprecor : Dans le contexte de crise ultime de la dictature franquiste, comment situes-tu la décision d'exécution de cinq militants, prise par le régime ?

LCR-ETA VI : Depuis plusieurs mois, un processus se développe qui conduit Franco à opérer des choix sous la pression de plus en plus forte de la "charogne du régime" (l'appareil franquiste) et à s'appuyer exclusivement sur cette fraction. Ceci doit être mis en relation avec les distances que prennent des fractions majoritaires du grand capital, face au régime. Nous avons caractérisé cette tendance comme la réduction de la dictature à un appareil répressif.

Les assassinats des cinq militants étaient réclamés par cette fraction, par les forces répressives. Elles revendiquaient des assassinats pour l'exemple ! Il est significatif que la dictature ait fait ce choix, en contournant le "Conseil suprême de justice militaire". En effet, pour Otaegui, le "Conseil suprême de justice militaire" avait demandé une révision du procès; elle n'en eut pas lieu. Seul Franco pouvait imposer une telle décision, le gouvernement ne le pouvait pas !

Dès lors, ces exécutions marquent en quelque sorte un processus irréversible. D'une part, cette décision implique une tension accrue, avec des fractions dominantes de la bourgeoisie, d'autant plus vu l'isolement diplomatique du

l'isolement

régime à l'échelle européenne. A cela s'ajoute une confrontation avec des secteurs de l'armée dont certains cherchent à être les piliers d'un régime post-franquiste. D'autre part, la bourgeoisie était consciente de la véritable provocation contre le mouvement de masse que constituaient les exécutions du fait qu'elles stimuleraient des mobilisations d'une dimension et d'une vigueur dépassant celles de fin août, début septembre.

Inprecor : Quelle fut la riposte de masse en Euskadi et peux-tu souligner les différences par rapport aux dernières grèves générales ?

LCR-ETA VI : En Euskadi, le nombre de grévistes dépassa celui de toutes les grèves précédentes : 310.000 ouvriers le 29 septembre et 300.000 le 30 septembre.

Il faut noter en premier lieu l'intégration de la Navarre dans ce mouvement de grève générale politique, alors que prédominait dans cette province une tradition syndicaliste. Lors du procès de Burgos, les mobilisations avaient été limitées et se réduisaient à quelques manifestations de rue. Le 11 décembre 1974, il y eut des arrêts de travail ; le 11 juin 1975, des manifestations de rue et des assemblées dans les fabriques. Cette fois, le dimanche 28 septembre, une assemblée se tient à l'usine Imenaza (Pampelune), la grève est décidée, puis une manifestation est organisée. Le lundi 29 septembre, 49 fabriques de Pampelune (ville de 170.000 habitants) sont en grève ! Le mardi 30 septembre, les travailleurs de 33 entreprises engagent un mouvement de grève. Il s'est étendu aux usines de la région : à Estella, dans la zone de La Barranca, etc. De même, dans la province de l'Alava, la mobilisation connut une ampleur inattendue, vu le manque de traditions. Dans la ville de Vitoria, le 29 septembre, 11 fabriques entrent en grève ; le mercredi 1er octobre a lieu une manifestation de 2000 personnes.

A l'extension géographique, il faut adjoindre l'incorporation de nouveaux secteurs dans la lutte : petits commerçants pêcheurs de Biscaye et du Guipuzcoa, petits paysans, écoliers... En Guipuzcoa, province où vivaient "Txiki" et Otaegui, la quasi totalité de la population participe à la mobilisation. Un exemple indique le niveau de mobilisation. Le dimanche 28, à Eibar, doit se tenir une manifestation folklorique. Des camarades de la LCR-ETA VI ont diffusé sur les hauts-parleurs un message, en basque et en espagnol, expliquant la situation politique et la nécessité de transformer cette "fête folklorique" en une manifestation de combat contre la dictature. Après cet appel, tout le monde, c'est-à-dire environ 5000 personnes chanta l'hymne "Eusko gudariak" (en quelque sorte l'hymne de la résistance basque) et s'en alla en signe de protestation contre l'exécution des cinq militants.

Un troisième trait significatif réside dans le

caractère massif des manifestations. Le vendredi 26 à San Sebastián, il y a plus de 5000 manifestants dans la rue, le 30 septembre plus de 6000. A Erandia (près de Bilbao), le 27 septembre, 5000 personnes manifestent ; 4000 à Mondragon le 28 septembre, 2000 à Algorta (près de Bilbao). Le 30 septembre, 5000 personnes se réunissent à Bilbao, des cortèges se forment et parcourent les rues aux cris de "En avant, vers la grève générale !"

Ensuite, on peut constater un progrès dans la politisation des masses. A Erandia, dans l'entreprise Westinghouse, s'est tenue une assemblée de 500 travailleurs, le lundi 29 septembre. Un communiqué dénonçant les assassinats y est approuvé. Cette déclaration souligne que les assassinats s'expliquent par rapport à l'agonie de la dictature et elle appelle à la grève générale sur les objectifs suivants : pour riposter aux exécutions, pour l'auto-détermination, pour la dissolution des corps de répression et des tribunaux militaires, pour préparer la mobilisation face à de nouveaux jugements.

Après cette assemblée fut organisée une nouvelle manifestation à laquelle se joignirent les travailleurs des usines Ruiz de Velasco, Franco-Espanola, (chimie), etc. La nécessité de l'auto-organisation fut l'un des thèmes centraux de cette mobilisation. Encore une fois, il faut insister sur le fait que la classe ouvrière et les masses populaires n'ont pas ressenti ces exécutions comme une défaite du mouvement de masse. De plus en plus clairement, les mobilisations contre la répression sanglante du régime s'identifient à la lutte pour le renversement de la dictature.

Enfin, il y eut un pas en avant au niveau de l'auto-organisation. Nous avons insisté sur l'importance des organes de front unique (voir Inprecor n°34) qui ont joué un rôle décisif lors des grèves précédentes. Mais nous mettions l'accent sur les faiblesses de ce type d'organes pour réussir une véritable centralisation, pour refléter l'évolution de la conscience des masses, pour assurer la représentativité du mouvement de masse.

En effet, si en Guipuzcoa et en Navarre, la mobilisation fut lancée par les deux "comités de grève", le "Comité de grève d'Euskadi" ne se réunit pas avant le mardi 30 septembre. Dès lors, ce furent des "comités de grève de zone" et des "comités d'avant-garde" qui prirent l'initiative de la riposte immédiate dès le 27-28 septembre. Dans de larges secteurs du mouvement de masse la question de l'auto-organisation s'est posée avec une nouvelle acuité. A Vergara, un pas décisif et exemplaire fut franchi dans ce domaine. Dans 21 entreprises des "comités de grève" furent élus, soit en assemblée générale, soit lors de réunions de l'avant-garde ouvrière ; ils se sont

coordonnés et ont lancé le mot d'ordre de grève pour le 30 septembre.

- **Inprecor** : Sur le plan de l'Etat espagnol la solidarité a-t-elle franchi une nouvelle étape ?

LCR-ETA VI : Il y eut des progrès, mais l'insuffisance est criante. A Barcelone, outre les manifestations qui réunirent environ 3000 personnes, des grèves partielles se développèrent à la SEAT, l'usine Pegaso (le gouverneur civil a condamné cette entreprise à une amende parce qu'elle a "permis" que se tienne une assemblée de travailleurs), a l'usine Enosa. En outre, les travailleurs d'une quinzaine d'entreprises se sont mis en grève dans la zone industrielle entourant Barcelone.

A Madrid, à la Standard il y eut un arrêt de travail, ainsi que dans le secteur bancaire, des manifestations de solidarité furent organisées. Le mouvement de solidarité s'est aussi étendu en Galice où les arrêts de travail se multiplièrent, de même que les manifestations.

Mais le PCE n'a engagé aucune initiative qui aurait pu développer le mouvement de solidarité et lui faire franchir une étape importante. Le PCE montre clairement qu'il se refuse à toute confrontation centrale et craint avant tout un débordement, sa fonction essentielle est celle de frein !

- **Inprecor** : La presse a attaché une grande importance à la mobilisation du 1er octobre sur la Plaza de Oriente à Madrid, autour de Franco. Certains ont été jusqu'à parler d'une recomposition de la base sociale du régime. Il n'est pas inutile que tu précises la signification d'une telle mobilisation.

LCR-ETA VI : Tout d'abord, il faut remettre les choses à leur place et indiquer que cette manifestation regroupa 200.000 personnes. Il suffit de comparer ce chiffre avec les 310.000 ouvriers en grève d'Euskadi pour en situer l'importance sociale.

Ensuite, il faut attirer l'attention sur l'extraordinaire campagne de propagande du régime à la TV, la population eut droit à des heures de propagande chauvine sur tous les thèmes; par exemple les attaques tombèrent contre l'Italie "qui cherche à voler des touristes à l'Espagne". Enfin, pour "réussir" la manifestation les entreprises sont fermées, comme les banques et les compagnies d'assurance. Dans les banques trois ou quatre fascistes cherchent à intimider les employés pour les obliger à se rendre à la manifestation. Des autobus doivent amener des manifestants de petits villages à des dizaines de kilomètres autour de Madrid. Une "prime" de 500 pesetas est attribuée à ceux qui venaient en voiture. Des billets pour un match de football, pour des cinémas, etc., étaient distribués.

De plus, il faut avoir présent à l'esprit que Ma-

drid concentre un nombre important de fonctionnaires qui représentent les parasites du régime. Tout ceci permet de mieux apprécier cette "grande" manifestation de soutien au régime.

En fait, le 1er octobre, ce qui apparut clairement, à plus d'un observateur ce fut l'isolement du régime. Cette manifestation "d'auto-défense" de la dictature créa même un désarroi dans des secteurs importants de la bourgeoisie qui, se rendant compte de la profonde crise du régime, ne voient pas d'un bon oeil 40.000 fascistes, en tête du cortège, faire le salut fasciste : ils craignent les retombées, pour demain.

Le processus de décomposition du régime s'exprime en outre par l'émergence de nouvelles bandes fascistes qui deviennent de plus en plus actives. Elles puisent leurs forces dans la BPS (police politique, les "sociales"), la garde civile, etc. Les séquestrations de militants révolutionnaires de membres de commissions ouvrières, les menaces contre des journaux (le "Diario de Barcelona" a reçu des menaces d'attentats à la bombe, s'il ne prenait pas des mesures contre certains journalistes), se multiplient. Cette "résistance contre-révolutionnaire" peut devenir un véritable danger pour les militants. Elle exprime la décomposition du régime et aussi l'échec des moyens légaux de répression. Ces bandes, si elles appuient une dictature qui les nourrit, ne sont cependant pas contrôlées directement par le gouvernement. De larges fractions de la bourgeoisie craignent ces développements, conscientes qu'elles sont des effets que cela peut avoir sur des lendemains qui ne chanteront pas pour elle.

- **Inprecor** : Pourrais-tu préciser l'attitude du grand capital dans ce contexte de crise ?

LCR-ETA VI : Tout d'abord, il est évident que la réaction de la bourgeoisie européenne ne doit pas être comprise comme une simple réaction aux mobilisations importantes qui se sont développées dans tous les pays. C'est une politique consciente traduisant en quelque sorte la volonté de secteurs capitalistes espagnols qui ne disposent pas de puissants moyens d'expression. Le gouvernement a indiscutablement ressenti cette double pression de la bourgeoisie européenne et de secteurs décisifs du capital espagnol, mais il est incapable, économiquement comme politiquement de satisfaire leurs besoins.

Pour une fraction majoritaire du grand capital, les mesures prises par la bourgeoisie européenne ne signifiaient rien d'autre que : "Ecarter Franco et le franquisme pour éviter son renversement !"

Le malaise et la crainte de la bourgeoisie peut se mesurer concrètement. La chute de la bourse continue malgré l'appui officiel. En 1975, le point le plus bas atteint par l'indice général de

la cotation des actions se situait à 91,85. Le 3 octobre, l'indice se trouvait à 93,55 et le 10 octobre à 92,5. Dans les derniers mois, selon un hebdomadaire économique, les fuites de capitaux vers l'étranger, dans la seule province de Biscaye s'élèvent à 300 millions de dollars. Pour le grand capital ou du moins pour ses secteurs les plus importants, il est de plus en plus clair que la dictature ne répond à aucun objectif. Elle est incapable de contrôler le mouvement de masse. Les mesures de répression accentuent les luttes. Sur le plan économique, elle n'a aucune réponse. La dictature ne sert plus comme appareil politique de domination, son maintien mine toujours plus les chances d'une solution de rechange.

L'attention du grand capital est tournée vers l'armée où les tensions internes ne doivent pas être analysées sous le seul aspect d'une crise de l'armée, mais aussi comme l'expression d'un processus de "recomposition" visant à donner une base à une solution de rechange politique. Les secteurs en opposition avec la politique de la dictature, dans l'armée sont importants. Mais la résistance propre de l'appareil franquiste rend toujours plus aléatoire ce genre de solution.

● Inprecor : Après ces mobilisations peux-tu indiquer les perspectives à court terme ?

LCR-ETA VI : Le mouvement de masse doit se préparer à de nouvelles mobilisations, face aux jugements préparés par la dictature.

Ensuite il faut être conscients que toutes les luttes partielles - les luttes pour le renouvellement des contrats les luttes sur le terrain du service de Santé et de l'enseignement les luttes dans les quartiers - vont se heurter à la "loi anti-terroriste". Dans ce sens, il y a une dynamique de confrontation avec la dictature qui va se développer. A partir des mobilisations en Euskadi et de cette situation objective, la grève générale révolutionnaire est fortement actualisée.

Face aux exactions des bandes fascistes, la nécessité de mettre en place des "comités de vigilance" s'affirme. Ce thème doit trouver sa place dans la campagne que nous menons sur l'auto-organisation.

11 octobre 1975

la solidarité internationale (suite)

● AUTRICHE

A l'annonce des exécutions, manifestations et occupation partielle de l'ambassade à Vienne, organisées par l'extrême-gauche. Le 2 octobre, très importante manifestation de 7000 personnes à l'appel de tous les courants rassemblés dans un Comité d'action : Jeunesses socialistes, syndicats, Parti communiste et extrême-gauche. A noter que celle-ci avait été, la veille expulsée du Comité. Un tiers des manifestants voulant s'en prendre à Iberia a dû affronter la police. Il s'en suivit dans les jours précédents les élections une campagne de presse dirigée en particulier contre le GRM (1). Le but des manifestants n'était pourtant nullement l'affrontement, mais la dénonciation des représentants du franquisme. La semaine suivante : manifs à Innsbrück avec le GRM et les maoïstes et à Salzbourg avec le PC et l'extrême-gauche.

● BELGIQUE

La LRT (2) avait lancé un appel permanent à manifester dès que confirmation serait donnée des condamnations à mort. A Bruxelles, cet

appel a reçu un écho exemplaire. Un front réalisé entre les maoïstes et la LRT a regroupé une manifestation de 300 personnes environ qui a investi et dévasté le rez-de-chaussée de l'ambassade, puis a détruit les bureaux d'Iberia. A la fin de cette manifestation les violences policières se sont déchainées, matraquages, tabassages au commissariat. Le PCB et le PSB étaient absents de ces mobilisations. Le même jour, 1000 personnes à Liège à l'appel des organisations ouvrières. Le samedi, après les exécutions, de nouvelles manifestations à Bruxelles : 4000 personnes contre l'Office de tourisme et la banque d'Espagne. A la Sabena, boycott des avions, de même au port d'Anvers, les dockers refusent de travailler, pendant plusieurs jours, sur les bateaux vers l'Espagne. La journée de mobilisation européenne a été prise en charge par la FGTB et la CSC. Le mouvement de solidarité a été suivi très largement dans l'enseignement et la métallurgie.

● ISLANDE

Le mouvement ouvrier et les organisations de gauche réagissent vivement à la confirmation des sentences de mort contre les 5 militants.

Le 27 septembre, une manifestation rassemble environ 1000 personnes à Reykjavik (sur une population totale de 50.000). Les organisateurs en étaient le Fylkingen (organisation trotskyste), trois organisations maoïstes, l'Alliance populaire (social-démocrate) et plusieurs organisations d'étudiants. Le Fylkingen a également tenu quatre meetings dans des lycées et à l'université.

● AUSTRALIE

Il y a eu une manifestation d'à peu près 250 personnes à Sydney, appelée par le Parti communiste espagnol et soutenue par plusieurs organisations australiennes y compris le PC et la Ligue communiste, organisation sympathisante de la IV^e Internationale.

● LUXEMBOURG

Plus de 1000 adversaires du régime de Franco répondirent le 27 septembre à un appel du Comité luxembourgeois pour la libération des prisonniers politiques en Espagne en manifestant contre l'assassinat des cinq prisonniers politiques par Franco. Le Parti social-démocrate participa au front unique, aux côtés notamment de nos camarades de la LCR, mais le PC refusa d'y participer. A la fin de la manif, 250 militants occupèrent la cathédrale de Luxembourg pour attirer l'attention d'un public plus vaste sur les crimes franquistes.

● GRECE

Le 28 septembre, il y eut une manif de protestation de quelques 4 à 5000 personnes à Athènes à l'appel du PC (de l'extérieur) et avec la participation de l'extrême-gauche. Le lendemain, un appel unitaire des JC (de l'extérieur et de l'intérieur), de la jeunesse du PASOK et de la jeunesse du Parti de Caramanlis, rassembla de 15.000 à 20.000 personnes devant l'Université d'Athènes. Le meeting déboucha sur une manif de près de 30.000 personnes. A Salonique, il y eut une manif plus modeste sur la base d'un front unique des JC des JS (Pasok), des Jeunesses de l'EDA et des Jeunesses du PCI (IV^e Internationale).

● MEXIQUE

Le 3 octobre, une grande manifestation de plus de 10.000 personnes eut lieu au centre de Mexico, en solidarité avec les victimes de la terreur franquiste. Cette manifestation fut d'autant plus remarquable que deux heures avant son début (et après qu'elle eut bénéficié de l'appui de tous les milieux réformistes), le bruit fut répandu de son interdiction, ce qui démobilisa des dizaines de milliers de participants potentiels. Mais la décision des révolutionnaires de se mettre en marche obligea les réformistes qui étaient quand même "venus voir", malgré le contre-ordre de leurs diri-

geants, à se joindre à la manif. Sur les 10.000 manifestants, le bloc le plus compact fut celui de la IV^e Internationale, réunissant plus de 3000 personnes, sous l'impulsion unifiée du GCI et de la LS, les deux organisations sympathisantes de la IV^e Internationale au Mexique. Puis vint le bloc des Espagnols républicains émigrés au Mexique, ensuite le bloc des ouvriers de la SPICER, une usine en grève dans la banlieue de Mexico, puis celui du PC et du syndicat des enseignants de l'Université, finalement celui d'autres groupes politiques et des indépendants.

● CANADA

Les manifestations de protestation contre l'exécution des cinq prisonniers politiques par Franco ont rassemblé plus de 1000 personnes à Montréal, 400 à Québec et 300 à Toronto.

- (1) GRM : Groupe Revolutionäre Marxisten (Groupe révolutionnaire marxiste) section autrichienne de la IV^e Internationale.
- (2) LRT : Ligue révolutionnaire des travailleurs, section belge de la IV^e Internationale.



RECTIFICATIF

Quelques lignes ont sauté dans l'article sur la manifestation de solidarité avec le Chili en Suède, page 30, première colonne 13^e ligne, du dernier numéro d'"Inprecor" (9 octobre 75). Il faut lire :

"Pourquoi Bastad ? Parce que c'est là que l'équipe suédoise de coupe Davis de tennis devait rencontrer l'équipe chilienne. Les autorités suédoises avaient refusé de boycotter..."

L'argumentation de Jones trouve un écho réel parmi les ouvriers les moins politisés. Elle affirme que tout rejet des mesures Healy provoquerait la chute du gouvernement travailliste et aggraverait sérieusement la crise économique et le chômage, qui a déjà atteint 1 million 250.000 personnes.

Au moment où s'annonça la quatrième étape du tournant à droite, le congrès du parti travailliste, il apparut clairement que les mesures Healy réduiraient l'an prochain de 5 à 8 % le niveau de vie de l'ouvrier britannique moyen. Des mesures de réduction radicale des dépenses sociales abaisseront davantage ce niveau de vie. Si aucune lutte massive et réelle n'est menée contre ces mesures, les rapports de forces entre les classes seront modifiés en faveur de la bourgeoisie, sapant la position de force gagnée par la classe ouvrière, après qu'elle eut renversé le gouvernement Heath en 1974.

Jusqu'ici, le mouvement de grèves, sans tomber au niveau des années 60 est en recul par rapport aux années 1973 et 1974. La conclusion générale reste la même : vu la profondeur de la crise économique et sociale, l'absence d'une solution de rechange globale crédible aux yeux de la classe ouvrière risque de couronner de succès l'offensive idéologique de la bourgeoisie parmi les travailleurs, leur présentant les sacrifices que le Cabinet Wilson impose avec l'appui de la bourgeoisie comme inévitables dans les conditions présentes.

La gravité de la crise économique

La crise de l'économie britannique est en effet la plus grave de toutes en Europe capitaliste. L'inflation se maintient au rythme de 25 % par an. On estime généralement qu'elle ne tombera vers le rythme de 15 % l'an qu'à l'automne 1976, et au rythme de 10 % par an au début de 1977.

Le déficit du budget s'élève à 1 milliard 200 millions de livres.

On prévoit deux millions de chômeurs pendant toute l'année prochaine. Les investissements ont baissé de 11 % par rapport à l'an dernier, et tomberont davantage l'an prochain. La chute des investissements, du 4^e trimestre 1974 au 4^e trimestre 1975, sera probablement de 17,5 %. La livre sterling a perdu 29,4 % de valeur par rapport aux autres devises internationales, ce qui renchérit les importations et alimente l'inflation.

Vu la crise du parti conservateur, aujourd'hui dominé par le groupe autour de Margaret Thatcher et de sir Keith Joseph qui proposent d'abandonner le Welfare State, d'arrêter les subsides gouvernementaux à l'industrie, et de provoquer un chômage encore plus massif - pro-

positions rejetées par la majeure partie des grands capitalistes - le gouvernement travailliste constitue le seul instrument de gouvernement possible pour la bourgeoisie dans les conditions actuelles. C'est ce qu'affirme ouvertement le "Times" de Londres. La lutte au sein du parti travailliste est de ce fait d'une importance vitale pour la bourgeoisie. Celle-ci orchestre notamment une véritable chasse aux sorcières dans sa grande presse, contre la gauche travailliste et syndicaliste, dite "infiltrée" par les communistes, trotskystes, anarchistes, maoïstes.

La gauche travailliste esquive la lutte

Ce qui est significatif, c'est le peu d'attention que la gauche travailliste a apportée à la lutte contre les mesures Healy. Elle esquiva la lutte à ce propos, pour ne pas s'affronter avec la bureaucratie syndicale, qui, dans sa majorité appuie les mesures. Elle préféra donc d'autres terrains de bataille. Ainsi, "Tribune" mit en valeur la "victoire" obtenue par le syndicat des ouvriers de la chaussure, qui firent adopter une motion réclamant des mesures de contrôle des importations dans leur branche d'industrie. Le beau cheval de bataille, en vérité, que celui du protectionnisme capitaliste !

Le discours le plus radical du congrès fut prononcé par le député Ian Mikardo, vétéran du groupe de "Tribune", à la réunion publique organisée par cet hebdomadaire. Mikardo y critiqua la tiédeur des dirigeants syndicalistes, qui auraient dû, selon lui, réclamer un accroissement des dépenses sociales et d'autres concessions, en échange de la limitation des augmentations des salaires à 6£ par semaine. Jack Jones l'interrompit et le tança d'ailleurs vertement pour cette incartade.

Sans doute, la gauche travailliste a-t-elle remporté quelques succès marginaux au congrès. Le plus important, ce fut la non-réélection du ministre Healy à l'Exécutif du Parti. Il fut battu de près de 100.000 voix par Eric Heffer député de gauche, ex-ministre démis de ses fonctions pour son opposition publique au Marché commun. Quelques motions de gauche furent approuvées contre l'opposition de la Direction. Signalons celle sur la question des logements, rejetant les coupes sombres dans les budgets des municipalités et celle sur les soins de Santé, réclamant l'avortement libre sur demande, la fin de toute pratique médicale privée et la nationalisation de l'industrie pharmaceutique. Il faut noter qu'une résolution réclamant la nationalisation en bloc des 250 monopoles principaux, sous contrôle ouvrier, et avec "indemnités selon les nécessités", reçut 400.000 voix soit la majorité des voix des sections locales. Elle ne fut rejetée que par le vote en bloc des 5,7 millions de mandats syndicaux et souleva l'opposition de Wedgwood Benn.

Globalement, le bilan du congrès fut incontestablement une victoire écrasante du groupe Wilson-Jack Jones-Michael Foot qui dirige en fait le Labour. La politique des revenus et la réduction des dépenses sociales seront maintenues. La bourgeoisie applaudit chaleureusement la rupture apparente entre la gauche travailliste autour de "Tribune" et la bureaucratie syndicale.

La social-démocratie en crise

La bureaucratie syndicale peut se permettre d'appuyer la limitation des augmentations de salaires à 6 £ parce qu'elle ne se trouve pas encore sous le feu d'une véritable attaque de la base. Après les gains qu'elle engrangea pendant l'hiver 1974-75 et le printemps 1975, la classe ouvrière a adopté une position attentiste, vu la gravité de la crise économique. Voilà ce qui a permis un glissement vers la droite sur la scène politique. L'acceptation passive des mesures de Healy par la bureaucratie syndicale la menace d'ailleurs d'être attaquée et même renversée par la droite. Déjà, une campagne est orchestrée contre la direction des métallos, campagne appuyée par le pouvoir judiciaire.

Or, la gauche travailliste autour de Benn avait fondé toute sa stratégie sur un bloc avec la direction syndicale. Elle est dès lors entraînée à son tour vers le recul et la passivité par l'attitude des dirigeants syndicaux.

Toute nouvelle poussée de la base ouvrirait cependant une crise profonde au sein de la social-démocratie, dans des conditions où la bourgeoisie ne dispose pas d'une véritable équipe gouvernementale de rechange. Ce serait la crise la plus grave du pouvoir bourgeois depuis la grève générale de 1926. Une réaction forte de la base ouvrière dépend cependant en bonne partie d'un saut en avant de la conscience de classe, rejetant quelques-uns des dogmes centraux du réformisme travailliste parlementaire, électoraliste et orienté vers la collaboration de classe.

Il y a quelques signes précurseurs d'un tel glissement au sein de la classe ouvrière, ou du moins de ses secteurs les plus politisés, qui se sont reflétés dans la recomposition de la gauche pendant le congrès du parti travailliste. Ainsi, quelques tentatives d'éliminer de la candidature aux futures élections parlementaires des ministres et dirigeants droitiers qui s'opposent ouvertement aux résolutions des congrès, tentatives généralement restées sans suite dans le passé ont été couronnées de succès. Le ministre Reg Prentice ne sera plus candidat travailliste dans la circonscription de Newham Nord-Est. Des campagnes de changement de candidats similaires sont en cours dans les circonscriptions de Hammersmith et de Heyes, deux faubourgs de Londres.

Récemment, lors d'une conférence organisée

par l'Institut pour le Contrôle ouvrier, quelque 500 délégués, pour la plupart des sociaux-démocrates, votèrent en faveur d'une résolution appuyant les ouvriers de "Republica" et s'opposant à la politique droitiste de Soarès. La même conférence décida de lancer une campagne pour appuyer le Manifeste électoral du Parti travailliste, campagne qui a en fait pour but d'installer le groupe autour de Wedgwood Benn à la direction du Labour. Selon "The Economist" la gauche a conquis une légère majorité même au sein de l'exécutif du parti (15 voix contre 14).

Ces glissements modestes vers la gauche au sein du mouvement ouvrier organisé commencent à avoir quelques effets objectifs au sein de secteurs de la classe ouvrière, permettant de centrer des luttes jusqu'ici fragmentaires autour de la question de l'élimination de la direction Wilson du mouvement travailliste. Les travailleurs de l'usine de motos N. V. T. dans les Midlands occupant leur entreprise pour empêcher leur licenciement, ont su capter l'attention de tout le pays; leurs dirigeants ont soulevé publiquement la nécessité d'éliminer la direction de Wilson. L'avant-garde a mené des actions et manifestations de solidarité avec la révolution portugaise lançant un défi à l'appui que Wilson accorde à son acolyte Soarès.

Contre un amendement réactionnaire à la loi sur l'avortement, introduit par le gouvernement Wilson, 25.000 personnes manifestèrent à Londres. Les 11 et 12 octobre, 380 délégués ayant notamment l'appui de deux syndicats nationaux, participèrent à une conférence organisée par le Comité médical contre la pratique privée qui décida de déclencher une campagne contre la médecine privée et pour la nationalisation de l'industrie pharmaceutique.

Mais tout cela reste encore trop limité et trop fragmentaire. Seule une levée en masse des travailleurs contre la réduction des salaires réels décidée par Wilson-Healy pourrait renverser la vapeur. Pour le 26 novembre, une manifestation devant le Parlement est en voie de préparation. Elle pourrait bien rassembler 10 à 15.000 travailleurs un jour de semaine. La manifestation est appuyée par divers syndicats (mais pas par le TUC), par le PC et par pratiquement tous les groupes d'extrême-gauche. Elle donnera une première mesure de la combativité ouvrière face aux mesures de Healy.

L'Institut du Contrôle ouvrier organisera une conférence nationale en 1976 qui tendra à rassembler toutes les forces en lutte contre ces mesures. Reste à voir si cette conférence pourra effectivement coordonner sur le plan politique un début de contre-offensive ouvrière.

La réponse décisive aux mesures de Healy ne peut venir que du gros des forces ouvrières,

rassemblées dans les syndicats. L'unité d'action avec les forces syndicales de gauche opposées à Wilson, quel que soit le degré actuel de leur confusion et de leurs hésitations, peut créer la base d'une lutte qui mobilisera des secteurs de la classe ouvrière autour d'un nouveau programme d'action. Une lutte massive contre les mesures Healy reflètera une recomposition importante du mouvement ouvrier britannique.

Car s'il faut l'appui massif de la base syndicale pour refouler l'offensive capitaliste contre la classe ouvrière "portée" par les mesures Wilson-Healy, la contre-offensive ouvrière réclame en même temps une transformation qualitative de la conscience de classe ouvrière, irréalisable sans le renforcement d'une nouvelle avant-garde.

FINLANDE *la crise s'approfondit*

PEKKA HAAPAKOSKI

Depuis le second semestre 1974, il est clair que ce "cas particulier" du monde politique capitaliste -- la Finlande -- n'a pas été capable de rester un "cas particulier" dans le monde économique. En dépit de l'accord de libre-échange avec la CEE en 1973 et des deux "glorieuses" années de conventions collectives avec les syndicats au printemps 74, les perspectives du capitalisme finlandais commencent à se détériorer rapidement. La théorie émise par maints cercles politiques (y compris le PC), selon laquelle le "commerce avec l'Est" pourrait comme un gilet de sauvetage préserver l'économie finlandaise des effets de la récession internationale, s'avère n'être qu'une illusion. Dès la deuxième moitié de 74, les marchés des produits traditionnellement les plus importants de l'exportation finlandaise -- d'abord le bois, puis le papier -- commencèrent à s'effondrer. Déjà en 1974, le volume des exportations finlandaises avait légèrement décliné, même si la montée en flèche des prix pendant la première moitié de l'année en avait augmenté la valeur.

Durant la première moitié de 75, cette tendance s'est rapidement approfondie en une récession importante dans plusieurs industries d'exportation. Dans l'industrie du bois et du papier, les licenciements, le chômage partiel et les réductions d'horaires sont devenus monnaie courante. Seule l'industrie métallurgique -- surtout grâce à ses plans de travail à long terme -- fonctionne encore à un niveau relativement élevé de production. Les secteurs non-exportateurs de l'industrie ont aussi été touchés très durement par la réces-

sion. Dans l'industrie du bâtiment, on peut parler d'une quasi-catastrophe car le nombre de logements construits en 1975 sera d'environ 40% inférieur au chiffre de 1974. La seule éventuelle "lumière au bout du tunnel" pour le capitalisme finlandais est la possibilité d'obtenir de gros contrats pour certains travaux projetés en Union Soviétique -- mais ceci est encore très aléatoire car le capital finlandais concerné veut faire porter tout le coût de l'inflation finlandaise sur les prix, tandis que du côté soviétique on ne veut compenser les prix que sur la base de l'inflation internationale moyenne. Le chiffre actuel du chômage qui est d'à peu près 50.000 va augmenter rapidement aux alentours de 100.000 durant l'hiver 1975-76. Dans l'ensemble on peut dire que si la récession internationale est arrivée relativement tard en Finlande, elle y a pris une forme extrême. Même les cercles de "spécialistes" habituellement optimistes croient que cela continuera pendant toute l'année 76 et les cercles les plus pessimistes se demandent déjà si la reprise en Finlande pourra s'amorcer avant la prochaine récession internationale.

Bien que l'effondrement des exportations et l'inertie de l'industrie soient des problèmes difficiles pour le capitalisme finlandais, l'inflation et la balance des paiements sont pour lui de véritables cauchemars à l'heure actuelle. La crise de la balance des paiements est en partie une conséquence directe de la récession, car tandis que les exportations diminuaient rapidement en 1974, les importations continuèrent à augmenter pendant assez

longtemps en 1975. En 1974, le déficit de la balance des paiements était de 5 milliards de marks, mais en 1975 il sera beaucoup plus important, il atteindra peut-être 8 à 10 milliards de marks. Tandis que la balance des services qui reste positive ne pourra compenser ce déficit que dans une faible mesure, la plus grosse part devra être couverte par les crédits étrangers. Déjà en 1974, l'endettement extérieur de la Finlande avait augmenté de 50% et la dette extérieure nette atteignait les 12,6 milliards de marks alors que les réserves en monnaie convertible n'étaient que de 1,7 milliards de marks.

L'autre grand problème immédiat du capitalisme finnois est l'inflation qu'on a estimé se poursuivre au rythme de 20% en 1975 en dépit de la récession. Ceci affaiblit rapidement la position relative de l'industrie d'exportation finlandaise dans ses marchés principaux -- y compris la "soupape de sécurité" de l'Union soviétique -- et rend la reprise encore plus difficile. A l'automne -- probablement après les élections -- une nouvelle vague d'augmentation des prix est attendue. Par conséquent, une dévaluation du mark n'est pas totalement à exclure, même si c'est en dernier recours. Mais avant cela, les centres stratégiques du capitalisme finlandais ont préparé de nombreux projets alternatifs pour des "opérations draconiennes" et une "rigoureuse stabilisation de l'économie".

Instabilité politique et politique économique

Mais l'instabilité croissante des superstructures politiques en Finlande est un obstacle à tout "plan de stabilisation". Depuis la chute du "front populaire" (1971) la Finlande a été gouvernée par une coalition de deux grands partis (social-démocrate et centriste) et de quelques partis bourgeois plus petits. En pratique, cette "coalition de centre-gauche", dirigée par le premier ministre Kalevi Sorsa, a été, sauf à de brefs intervalles, paralysée depuis 1973 par les conflits internes que, naturellement la récession n'a fait qu'aggraver. La dernière année de la coalition, du printemps 74 au printemps 75 n'a été qu'une suite de querelles intestines dans l'attente du coup fatal. La seule force capable de maintenir l'unité gouvernementale relativement aussi longtemps, était le "juge suprême" de la politique finnoise, le président Kekkonen. Peu à peu, au cours de l'année, de "patron" du centre il était devenu "patron" des sociaux-démocrates, mais tous les grands partis (y compris le PC) le soutenaient comme garantie contre le "chaos". Mais au printemps 75, même l'autorité de Kekkonen ne fut pas suffisante pour maintenir la coalition, le gouvernement fut donc dissous et de nouvelles élections prévues pour les 21 et 22 septembre. Le gouvernement de centre-gauche fut rem-

placé par un gouvernement "a-politique" composé de personnalités social-démocrates, bourgeoises et technocratiques issues de la bureaucratie d'Etat. Le nouveau premier ministre, Keijo Liinamaa avait été le principal architecte de la politique des revenus en Finlande. En même temps, cette faiblesse grandissante du pouvoir gouvernemental avait amené le grand capital à accroître très fortement son influence directe sur les décisions politiques. En 1974, une sorte de "zaikai" (1) finlandais fut constitué sous le nom de "Délégation pour les affaires économiques" (Elinkeinoelämän valtuuskunta - EVA). Dirigée par l'ex-candidat au poste de Secrétaire général de l'ONU, Max Jakobson, elle n'a cessé de renforcer son emprise sur la politique économique du pays.

En pratique il est assez difficile de trouver un quelconque projet à long terme cohérent et systématique dans la politique des gouvernements de Sorsa ou de Liinamaa. Le plus souvent les mesures prises ont été des réactions improvisées et hâtives aux pressions convergentes de la récession, de l'inflation et du déficit de la balance des paiements. Cependant, depuis le second semestre de 74, une tendance un peu plus claire se développe, en grande partie à cause de l'influence de l'EVA, dans laquelle les secteurs exportateurs sont fortement représentés.

Le premier trait clair de la politique du gouvernement a été une forte concentration de mesures "anti-récessionnistes" pour favoriser et soutenir les exportations. Déjà à la fin de 1974, les soi-disant dépôts cautionnant les exportations ont été abandonnés et ces fonds très substantiels ont été réinjectés dans les industries d'exportation. Après cela, de nouveaux facteurs d'incitation ont été utilisés (allègements fiscaux, subventions, etc.) et selon les premières informations le budget de 1976 inclura un gigantesque transfert de revenus vers les industries exportatrices. Finalement, l'idée d'une dévaluation gagne certainement du terrain, même si personne n'en parle publiquement à l'heure actuelle.

Une autre tendance est l'absence pratiquement totale de "mesures anti-récessionnistes" sur le marché intérieur. En fait la politique du gouvernement a été tout à fait à l'opposé de la politique keynésienne "orthodoxe", car, en plein milieu de la récession il a amputé brutalement la consommation, faisant baisser de façon drastique les dépenses sociales et celles des services publics et liquidant tous les investissements "non productifs". En particulier, les retraites et les autres revenus des groupes sociaux faiblement organisés ont été parmi les cibles principales de cette politique d'"austérité". Le développement des soins médicaux et des transports publics a été durement touché et la profonde réforme scolaire entreprise dans les années 60 a été pratiquement stoppée. Cette tendance est apparue

très clairement surtout après que Mauno Koviisto, ancien premier ministre du front populaire et actuel directeur de la Banque de Finlande soit revenu de la petite visite qu'il a faite à la Banque Mondiale pour demander des crédits, ce qui lui a sans doute pour une bonne part inspiré son plan "d'austérité".

En ce qui concerne les importations, la mesure de restriction la plus rigoureuse du gouvernement a été la loi de mars 1975 sur les dépôts pour importation. Selon cette loi, les importateurs doivent déposer jusqu'à 30% de la valeur de leurs importations à la Banque de Finlande pour un certain temps, sauf si elles doivent servir directement pour les industries d'exportation. Cependant, l'ensemble de ces mesures n'a pas été capable de résoudre ou d'alléger substantiellement le problème de la baisse du déficit de la balance des paiements, ni celui de l'arrêt de l'inflation ou de la remise sur pied de l'exportation. "Pour mettre vraiment la maison en ordre", le facteur de production, travail, doit également être "stabilisé". C'est pourquoi aujourd'hui, le capital finlandais se fait une priorité de "l'amélioration de l'esprit du travail", de la "fin des grèves irresponsables" et de la "création d'une politique des revenus réellement sans failles".

Les négociations pour la prorogation des accords de salaire à mi-parcours de la période de deux ans, l'hiver 75, furent meilleures pour les employeurs que ce qu'une grande majorité d'entre eux avait osé espérer. Après quelques petites augmentations de salaire supplémentaires et un modeste relèvement du salaire minimum, les bureaucrates syndicaux montrèrent avec le vote de la majorité social-démocrate qu'ils laissaient le feu vert pour la continuation des accords. Les dirigeants syndicaux communistes protestèrent, mais ils n'osèrent même pas conduire "leurs" syndicats à la lutte, sans parler d'un quelconque essai de mobilisation de l'ensemble de la base de la SAK. (2). Même le seul syndicat "contestataire", l'organisation à majorité de "cols blancs" des fonctionnaires techniciens (TVK) fut contraint de s'aligner. Ceci fut bien sûr une grande - et étonnamment facile -- victoire pour les employeurs qui, immédiatement après entreprirent la préparation des prochains accords qui doivent être signés au début de 1976. Le but principal des patrons pour la période qui s'ouvre est d'obtenir des accords de 2-3 ans et une stricte limitation des augmentations de salaires suivant les "limites de la productivité". Au même moment, une loi d'arbitrage obligatoire en cas de grève est en préparation après l'échec de ce projet dans les années soixante. Les efforts pour "améliorer l'esprit du travail" ont été effectifs dans la dernière période, les principaux moyens employés sont les pressions faites sur les syndicats pour qu'ils se com-

portent en flics dans les usines, sous la menace de l'importation de main-d'oeuvre étrangère et de licenciements sélectifs.

Les luttes de l'hiver prochain

Les élections au Parlement auront lieu les 21 et 22 septembre dans cette atmosphère surchauffée par la récession, la crise gouvernementale et la politique de paupérisation agressive du gouvernement. Dès maintenant, cette atmosphère se reflète dans la campagne électorale, le langage est plus agressif et le champ politique plus polarisé que jamais depuis les années 40. En particulier, les deux principaux partis de l'ancien gouvernement, social-démocrate et centriste, ont lancé des attaques extrêmement dures l'un contre l'autre. La polarisation générale se voit aussi dans le rapprochement entre les partis bourgeois et leur hostilité contre la social-démocratie, bien que les relations entre cette dernière et les communistes ne se soient pas améliorées.

En ce qui concerne les élections, leur résultat n'apportera probablement aucun changement notable. Dans le camp de la bourgeoisie, les plus gros partis (centriste et conservateur) progresseront sans doute aux dépens des plus petits partis et à gauche, les communistes gagneront un peu sur les sociaux-démocrates. Si c'est bien là le résultat des élections, il sera très difficile de former un nouveau gouvernement. L'acharnement de la lutte actuelle rend un renouveau du "centre-gauche" extrêmement difficile, sans parler d'un front populaire. Dans cette situation, la probabilité grandit d'une coalition bourgeoise. Elle aurait l'avantage d'avoir les mains beaucoup plus libres pour prendre des mesures dures, mais naturellement il lui serait plus difficile qu'à la social-démocratie de contenir les syndicats dans "certaines limites". L'autre grand problème serait la très petite majorité d'un tel gouvernement et les fortes contradictions entre les intérêts des différents secteurs de la bourgeoisie représentés par les partis. Aussi, puisque les perspectives d'un gouvernement "fort" et efficace semblent minces, il est possible que le gouvernement de gestion "a-politique" se maintienne pendant un certain temps après les élections et qu'il doive prendre une série de décisions très déplaisantes, tel le budget.

Mais en dehors des élections il y aura un autre test beaucoup plus important en ce qui concerne l'état d'esprit et la combativité des travailleurs pendant l'automne et l'hiver. En octobre, le syndicat des travailleurs de la métallurgie -- le plus gros syndicat en Finlande -- élira une nouvelle direction et tout de suite après commencera la bataille pour les nouvelles conventions collectives. Lorsque le printemps 75 est passé, sans les grandes grèves attendues, ceci a été

assez largement compris comme une preuve de la démoralisation des travailleurs à cause du chômage grandissant. Nul doute que c'était là un facteur important et l'hiver prochain il sera encore plus puissant. En même temps, il est clair qu'après l'été 75 beaucoup de nouveaux facteurs sont apparus qui peuvent compromettre les plans des "stabilisateurs" pour l'hiver prochain.

D'abord il est clair qu'à cause de la récession et de l'inflation, les salaires réels de groupes importants ont pour la première fois commencé à baisser et la vague d'augmentation des prix prévue pour l'automne n'arrangera pas la situation. A ceci il faut ajouter la brutale diminution des dépenses sociales et de celles des services publics. En plus des "consommateurs" de ces services, les mesures "d'austérité" ont frappé durement les travailleurs de ces secteurs. Dès maintenant les enseignants se mobilisent et l'automne peut très bien amener une agitation générale dans le "secteur social". Il est clair aussi qu'en dépit de la crainte réelle du chômage, la "politique de stabilisation" extrêmement provocatrice du gouvernement, le prochain budget, les projets d'arbitrage obligatoire des grèves et l'établissement possible d'un gouvernement bourgeois peuvent amener la classe ouvrière très près des "limites tolérables" au-delà desquelles la peur du chômage perd son effet. Déjà pendant l'été, quelques grèves très combattives ont eu lieu, par exemple la grève des mécaniciens en juillet et un certain nombre de luttes locales dans la métallurgie. Ceci est très important parce que les travailleurs de la métallurgie joueront un rôle-clé dans les événements de l'hiver prochain. En octobre le congrès de la métallurgie élira une nouvelle direction et cette fois-ci il semble que pour la première fois depuis des décades, les communistes ont une réelle possibilité de prendre la direction du syndicat, ce qui bien sûr est un bon signe du développement de la combativité. En tout cas, le syndicat de la métallurgie est de loin le plus fort de la SAK et cet hiver il peut très bien ouvrir la brèche pour toute la classe. Mais la combativité des troupes et la possible main-mise des communistes sur la direction ne résolvent rien en elles-mêmes. Pour être victorieux, un combat nécessite aussi une plate-forme concrète, cohérente et unifiante et le Parti communiste n'a montré aucune volonté dans ce sens. Pour lui, la "bataille syndicale" est une bataille pour les salaires, la "bataille politique" est la lutte parlementaire, etc. Ils ne voient jamais la nécessité d'utiliser l'énorme force des syndicats pour s'opposer à l'offensive bourgeoise sur tous les fronts. Pour entamer une véritable contre-offensive, la classe ouvrière aura à combattre cet hiver non seulement pour la préservation des salaires, mais aussi contre le chômage, contre l'amputation de toutes les dépenses sociales, pour le contrôle ouvrier et contre le gouver-

nement bourgeois pour un gouvernement des travailleurs.

Pour rendre la lutte efficace tous les syndicats doivent se rassembler dans un front unique derrière des revendications réellement unifiantes : pour des accords d'un an avec 4 marks de plus par heure pour tous. Pour l'échelle mobile basée sur un indice calculé et contrôlé par les syndicats. Pour un salaire minimum de 2500 par mois pour tous et un égalité réelle des salaires entre hommes et femmes.

Non aux licenciements, au chômage partiel et aux réductions d'horaires. Si le temps de travail diminue, pas un sou de moins sur la paye. Toute usine qui stoppe la production doit être prise en main par les travailleurs et remise en marche. Ces industries doivent être nationalisées sans indemnité et sous contrôle ouvrier.

Non à toute espèce "d'arbitrage obligatoire" et à l'intervention de l'Etat dans les affaires syndicales. Non à toute espèce de "responsabilité financière". Le droit de grève doit être sans entraves.

Pas un sou de moins sur les dépenses sociales, pas un sou de plus sur les prix des services et des produits de première nécessité. Pour des comités de contrôle des prix organisés par les travailleurs, les ménagères, etc.

A bas le gouvernement bourgeois ! Pour un gouvernement des travailleurs responsable devant les organisations de travailleurs uniquement !

le 15.9.1975

- (1) Sorte de syndicat patronal
- (2) Confédération Syndicale Centrale

Les prévisions faites dans cet article, écrit avant les élections au Parlement, sont totalement confirmées par le résultat des élections. Il n'y a pas eu de changements importants dans la puissance relative des principaux partis. Ce qu'on peut dire, c'est que les deux partis les plus importants parmi ceux qui n'étaient pas dans la précédente coalition gouvernementale, le Parti communiste et le Parti conservateur, ont gagné quelques points. Cela peut être considéré comme un léger signe d'une accentuation de la polarisation des classes et comme une expression du dégoût populaire pour les partis du gouvernement précédent.

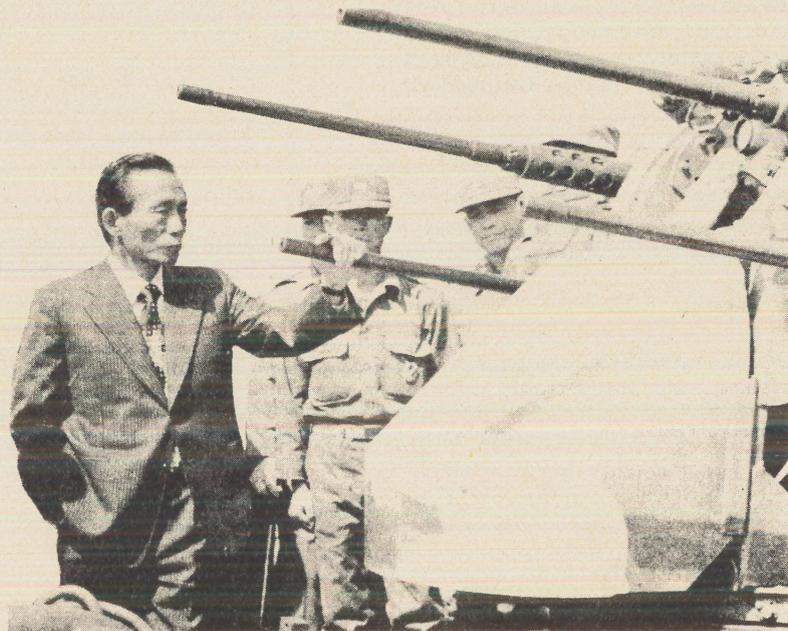
Le trait le plus important des résultats des élections est l'absence de tout grand change-

ment. Cela veut dire que la crise gouvernementale va continuer car ces élections ne seront d'aucun secours pour établir un gouvernement ayant une base plus large. Les négociations vont se poursuivre tandis que le gouvernement de gestion va continuer sa difficile tâche.

Ci-dessous un tableau des résultats électoraux (les chiffres entre parenthèses indiquent le pourcentage de la différence avec les élections de 1972) :

Partis	%	
Social-démocrate	25,0	(-0,9)
Communiste	19,0	(+1,9)
Socialiste du travail	0,3	(--)
Centre	17,7	(+1,3)
Conservateur	18,4	(+0,8)
Unité	1,7	(--)
Agrarien	3,6	(-5,6)
Populaire libéral	4,4	(+0,8)
Populaire suédois	4,7	(-0,4)
Union Chrétienne	3,3	(-0,8)
Populaire constitutionnel	1,6	(--)
Patronal	0,4	(--)

COREE:



Park Chung-hee

le maillon faible

Le rapport qui suit a été présenté par Masaru Yokoi, représentant la Conférence des jeunes pour la solidarité avec la Corée (Japon) à la deuxième Conférence de la jeunesse d'Asie qui s'est tenue à Tokyo du 2 au 5 juillet 1975. Cette conférence à laquelle participaient des délégués du Japon, de Ceylan, de Corée, de Malaisie, de Hong-Kong et d'Australie faisait suite à une conférence semblable tenue un an avant. (Voir "Inprecor" n° 8 du 19 septembre 1974). Le but de la conférence était

de discuter de la nouvelle situation créée en Asie par la victoire de la révolution indochinoise et d'organiser des actions de solidarité anti-impérialistes pour l'année à venir. La solidarité avec les luttes des masses sud-coréenne fut soulignée comme l'une des tâches centrales du mouvement anti-impérialiste en Asie, aujourd'hui. La conférence se termina par un meeting de masse auquel assistèrent environ 1000 personnes.

"TOUTE L'ASIE DOIT SUIVRE L'EXEMPLE DE LA VICTOIRE INDOCHINOISE". C'est là le thème principal de cette deuxième Conférence de la jeunesse asiatique. Cette conférence a accordé une attention toute spéciale à la question coréenne. Après la victoire la révolution indochinoise, le système impérialiste-colonialiste en Extrême-Orient est devenu une base essentielle de la défense de l'impérialisme US en Asie. Le régime de Park Chung Hee en Corée du Sud est son maillon le plus faible et un point focal de la crise. L'équilibre antérieur de la domination impérialiste en Asie maintenu par l'impérialisme américain a été compromis de façon décisive. Le renversement de toutes les structures du système impérialiste-colonialiste en Extrême-Orient se pose maintenant comme une tâche stratégique pour notre front de libération anti-impérialiste en Asie. Dans toute cette région, la lutte de libération contre les impérialismes américains et japonais et les régimes néo-colonialistes ne vaincra de façon réelle et définitive que par la défaite du système impérialiste-colonialiste d'Extrême-Orient. Dans ce cadre nous posons le problème du renforcement, dans nos rangs, de la solidarité internationale avec les masses populaires de Corée du Sud et avec leur lutte héroïque.

Juste après la victoire de la révolution indochinoise, le Secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger exprima ouvertement son mécontentement à l'égard de Moscou et de Pékin, déclarant que la "détente" avec l'Union Soviétique et la Chine n'avait pas réussi à garantir le statu quo régional. Ceci est un indice des sentiments de panique que la Maison Blanche éprouve devant sa défaite totale en Indochine ; cette défaite a suivi de près l'échec de la "pacification" au Moyen-Orient, la crise facilement prévisible des régimes néo-colonialistes d'Extrême-Orient et la crise politique au Portugal qui menace le système de l'OTAN.

le fil conducteur de la stratégie contre-révolutionnaire des Etats-Unis depuis la défaite en Indochine est le maintien des relations de détente avec l'Union Soviétique et la Chine (les relations avec la première étant primordiales) et le renforcement des alliances avec les bourgeoisies de l'Europe de l'Ouest et du Japon au sein du camp impérialiste. Les ministres des Affaires Etrangères des Etats-Unis et d'URSS s'accordèrent lors de la Conférence de Vienne (19 mai) pour améliorer les relations mutuelles. On a dit que Kissinger avait demandé à l'Union soviétique de ne pas prendre avantage de l'affaiblissement de l'impérialisme US causé par sa défaite au Vietnam. En dépit de la victoire des Vietnamiens, le Président Ford prévoit toujours de se rendre en Chine cette année. Le 18 juin, dans un discours adressé à la "US-Japan Society" (amicale américano-japonaise), Kissinger insista sur l'importance particulière des relations entre les Etats-Unis et le Japon dans le con-

texte général de la politique mondiale. Il déclara que le gouvernement des USA était résolu à maintenir la "paix et la sécurité" de la péninsule coréenne car cela était vital pour le Japon et l'Asie toute entière. Depuis la victoire de la révolution indochinoise, le noyau central de la politique US en Asie de l'Est a été de renforcer ses alliances avec la bourgeoisie japonaise et de maintenir les structures impérialistes-colonialistes des impérialismes US et japonais et du régime néo-colonial de Corée du Sud.

Schlesinger, Secrétaire US à la Défense a affirmé à la Chambre des Députés que le gouvernement des Etats-Unis considérait le Japon comme une ligne de défense absolue ; que les bases militaires US en Corée du Sud étaient renforcées comme première ligne de défense pour le Japon ; que les bases militaires américaines seraient maintenues aux Philippines. (On peut présumer que l'Indonésie est comprise dans ce "plan de défense"). Alors qu'aux Etats-Unis, les cercles dirigeants sont toujours en train d'étudier un nouveau système stratégique et militaire pour l'Extrême-Orient, il est bien clair que Washington est déterminé à y maintenir l'impérialisme et le colonialisme. Le régime de Park a perdu son dernier élément de stabilité politique. C'est là une menace réelle contre la "sécurité" du Japon. L'impérialisme tend par conséquent de plus en plus à tabler sur ses possibilités militaires de "dissuasion". La visite de Kim Il Sung premier ministre de Corée du Nord à Pékin à peu près au moment de la chute de Phnom-Penh accéléra cette tendance de l'impérialisme US. Malgré les déclarations répétées sur la détermination à conserver la "paix et la sécurité" dans la péninsule coréenne, Schlesinger a émis ouvertement l'idée que le gouvernement des Etats-Unis est prêt à recourir à l'arme nucléaire dans l'éventualité d'une invasion nord-coréenne au Sud. La Maison Blanche a répété cette menace contre la Corée du Nord. En un sens, ces provocations représentent, de la part de Washington, un effort pour assurer Park du soutien actif des USA dans le cas d'une crise grave, c'est-à-dire pour mettre fin à la "crise de confiance" entre les USA et le régime de Park (qui parle maintenant d'avoir ses propres armes nucléaires). D'un autre côté, elles reflètent l'approfondissement de la crise du régime Park et du système impérialiste-colonialiste de l'Asie de l'Est. Cela peut être illustré par les chances réelles de succès d'une résolution des Nations Unies demandant la suppression de la présence militaire des Nations Unies en Corée du Sud à l'Assemblée Générale, cette année.

La péninsule coréenne est un point nodal pour les USA et le Japon dans la défense de leur système en Extrême-Orient après la victoire en Indochine. Vu l'extrême profondeur de la crise politique du régime de Park, main-

tenir la "paix et la sécurité" dans la péninsule coréenne signifie simplement la préservation de la division de la Corée entre Nord et Sud. Du point de vue des masses populaires de la région, le problème est de savoir comment réussir une unification basée sur les ouvriers et les paysans coréens. Pour la question coréenne aujourd'hui l'alternative est la suivante : la perpétuation de la division ou l'unification du Nord et du Sud par les ouvriers et les paysans.

La situation coréenne va presque certainement devenir un des points centraux de la politique mondiale cet automne. On peut le présumer du fait que l'Assemblée Générale des Nations Unies doit prendre en main la question de la Corée. Le résultat des débats des Nations Unies est facilement prévisible - les Nations Unies vont décider de supprimer le Commandement de l'Armée des Nations Unies en Corée du Sud. Le gouvernement des Etats-Unis a le droit de veto au Conseil de Sécurité, mais même le gouvernement US devra tenir compte de l'opinion générale. L'annulation d'une des clauses de l'accord de cessez-le-feu en Corée va certainement hisser les relations entre les deux Corées au niveau d'un problème de politique mondiale. Le gouvernement des USA fera un maximum d'efforts pour conserver la division de la Corée entre Nord et Sud à l'intérieur du schéma des relations internationales de détente entre les Etats-Unis, le Japon, l'Union Soviétique et la Chine. Il y a déjà des prises de contacts au sujet d'une "reconnaissance mutuelle" (les USA et les Japonais reconnaissant la Corée du Nord en échange de la reconnaissance de la Corée du Sud par l'URSS et la Chine). Mais une question-clé se pose, comment sera-t-il possible d'assurer une stabilité politique au régime de Park ? La stabilité politique est indispensable à l'intégration d'une Corée divisée dans le système de la détente. L'explosion d'une crise révolutionnaire en Corée du Sud menacerait définitivement la base même de ce système international en Corée.

La République populaire démocratique de Corée, de son côté, mène une diplomatie énergique sur cette question brûlante. La visite du premier ministre de Corée du Nord, Kim Il Sung à Pékin, et le communiqué commun sino-coréen sont très significatifs.

La visite du Premier Ministre fut la première occasion de conversations directes entre les deux gouvernements depuis le voyage du Premier Ministre chinois, Chou-En-Lai en Corée du Nord en 1970. La délégation nord-coréenne était composée de membres importants du Parti, du Gouvernement et de l'Armée. Cette visite en Chine marquait la solidarité de la Corée du Nord avec la révolution indochinoise et ses relations

avec la révolution, (même par le biais du gouvernement chinois). Les progrès de la révolution indochinoise, montrés par la chute de Phnom-Penh, renforçait objectivement la position internationale de la Chine et de la Corée du Nord. On peut dire que la Corée du Nord a l'intention d'utiliser le poids international grandissant de la Chine en établissant des relations plus actives avec le gouvernement chinois. Deux traits principaux caractérisent le communiqué commun :

D'abord, le ton très ferme à l'encontre du militarisme japonais qui apparaissait nettement à l'époque de la visite de Chou-En-Lai en Corée du Nord en 1970 a disparu de l'actuel communiqué commun. Une déclaration commune des USA et du Japon émise en 1969 contenait un passage qui disait que les deux gouvernements étaient concernés par la "sécurité" en Corée en Sud. En 1970 il y eut l'invasion du Cambodge par l'armée fantoche de Saïgon et l'impérialisme américain. Mais cinq années ont passé depuis. Avec la diplomatie du Ping-Pong de 1971 et la "normalisation" des relations avec les Etats-Unis et le Japon, la politique étrangère de la Chine adopta la ligne actuelle qui est, fondamentalement, de contrer l'Union Soviétique dans la région. Pékin a fait d'explicites déclarations soutenant la bourgeoisie japonaise dans sa campagne pour le "retour des territoires du nord" de l'Union Soviétique et a accordé une reconnaissance de fait au Traité de Sécurité américano-japonais. Une caractéristique importante du communiqué commun sino-coréen est qu'il entre en totale contradiction avec les tâches fondamentales des masses coréennes : lutter pour une unification de la Corée basée sur les ouvriers et les paysans. Le communiqué commun reflète clairement la ligne de coexistence pacifique avec la bourgeoisie japonaise.

Ensuite, le gouvernement chinois et le Premier Ministre Kim Il Sung approuvent les "trois principes d'autonomie, de paix, de coopération nationale pour une unification autonome et pacifique".

"L'unification de la Corée doit être réalisée sur la base des principes politiques présentés par le Président Kim Il Sung". Ceci est une nouvelle confirmation de la position de la Chine sur la question depuis la déclaration conjointe des gouvernements de Corée du Nord et du Sud en 1972. Le chef du gouvernement nord-coréen a cherché et reçu confirmation du soutien de la Chine à sa politique, sur la question coréenne, y compris l'exigence de la suppression du commandement militaire des Nations Unies en Corée du Sud et le départ de l'armée US du pays. Le 2 juin, démentant des rumeurs "d'invasion nord-coréenne", Kim Il Sung, laissant de côté les différences entre les deux systèmes, déclara dans une conférence de presse que

la coopération se ferait à travers des relations réciproques coordonnées afin d'arriver à la réunification du Nord et du Sud. Il déclarera également que cette coopération bi-parties ne serait réalisable qu'après que les dirigeants aient été élus démocratiquement par des élections libres en Corée du Sud.

Le soutien de la Chine lui ayant été confirmé, le gouvernement nord-coréen entreprend d'énergiques efforts diplomatiques en vue de la prochaine assemblée générale des Nations Unies. La ligne générale de ces efforts reste dans le schéma des relations internationales de coexistence pacifique entre les Etats-Unis, le Japon, l'Union Soviétique et la Chine.

Cependant, un point crucial reste le problème qui serait posé par une possible explosion de luttes sociales et politiques radicales chez les travailleurs, les paysans et les soldats sud-coréens, luttes engendrées par la profondeur de la crise du régime de Park. L'explosion à venir des luttes populaires, mobilisant inévitablement les soldats de l'armée sud-coréenne du haut en bas de la hiérarchie, mettra en évidence la tâche urgente du renversement de tout le système anti-communiste de l'Etat sud-coréen dont la caractéristique fondamentale est sa subordination politico-militaire et économique aux impérialismes US et japonais. Une lutte populaire pour un gouvernement ouvrier et paysan amènerait immédiatement l'exigence de la fin de toute dépendance politique, militaire et économique aux USA et au Japon, la libération des paysans de l'exploitation des usagers et le démantèlement de tous les appareils de la police militaire anti-communiste, telle que la KCIA (Agence coréenne centrale de renseignements - CIA coréenne) et de l'armée. Quand le régime de Park sera balayé par les luttes populaires, le développement de la lutte politique pour leur propre gouvernement posera avec force la nécessité de venir à bout de tout le système de division de la Corée et de réaliser une unification nationale sur la base des luttes des ouvriers et des paysans. La réunification nationale de la Corée est impossible sans le renversement du régime anti-communiste sud-coréen du fantoche Park ou sans extirper la domination néocoloniale japonaise de l'économie de la Corée du Sud. La lutte des travailleurs et des paysans pour l'unification de la Corée doit être menée à travers un combat sans compromis contre l'impérialisme américain et japonais. Une explosion des luttes populaires en Corée du Sud ébranlerait les bases mêmes de toute tentative de contenir l'Extrême-Orient dans les filets de la détente.

Les impérialistes US et Japonais travaillent à maintenir le statu-quo en Extrême-Orient. Le centre de leurs efforts est la Corée. Objectivement, les gouvernements d'Union Soviétique et de Chine cherchent à intégrer et à

résoudre la question coréenne dans le cadre de leur politique étrangère en Extrême-Orient. Il est central pour les impérialismes US et japonais de savoir comment cela sera possible pour le régime de Corée du Sud.

Le régime d'anti-communisme et de division de Park a renforcé ses règlements de police dictatoriaux. La constitution a été révisée selon les besoins de la dictature. Park Chung Hee prend en main tous les pouvoirs. Ce régime est une authentique dictature militaro-policrière. Soumis à la pression de l'héroïque résistance des masses sud-coréennes, le régime n'a pas de marge de manoeuvre pour prendre en considération l'opinion internationale. La nature dictatoriale du régime s'est aggravée de façon significative depuis l'établissement de relations officielles entre la Chine et les Etats-Unis et entre la Chine et le Japon. La crise du régime Park a deux causes fondamentales : un changement profond dans les rapports de force internationaux et la progression de la résistance tenace des masses sud-coréennes. Il y a quatre éléments principaux dans la crise du régime Park :



En premier lieu, le changement du rapport de forces à l'échelon mondial entre la révolution et la contre-révolution qui s'exprime dans la reconversion de la stratégie contre-révolutionnaire des USA. La normalisation des relations américano-chinoises et sino-japonaises ainsi que le retour de la Chine aux Nations Unies ont fait changer le rapport de forces coréen tel qu'il était fixé par la résolution des Nations Unies de 1948 ("La République de Corée est le seul gouvernement légal de Corée"). Cela signifie que la Corée du Sud a perdu la base internationale de sa politique d'anti-communisme et de division. Etant

dans l'impossibilité de prendre une position internationale indépendante de la politique des impérialismes US et japonais, le régime Park fut forcé de réajuster sa politique aux nouveaux rapports de forces par l'intermédiaire de l'accord signé entre le Sud et le Nord. Ceci révéla le déclin sérieux de la position internationale de la Corée du Sud.



AP photos

Troupes US en Corée du Sud

Deuxièmement, la politique économique de Park d'industrialisation intensive a été sévèrement touchée par la récession économique mondiale. Cette politique d'industrialisation devait soutenir la position anti-communiste et anti-unificationniste du régime, à l'intérieur du pays. L'économie sud-coréenne a connu une croissance significative (elle est devenue la seconde économie en Asie, après celle du Japon). Mais cette croissance économique fut réalisée dans le cadre d'une expansion relativement stable de l'économie capitaliste mondiale. Elle est entièrement dépendante de l'importation de capital étranger, de l'expansion des industries d'exportation, et d'atteintes sévères au niveau de vie des masses travailleuses. Maintenant que l'économie mondiale subi une grave récession, l'économie sud-coréenne est en crise.

Troisièmement, le régime n'a pas été capable de développer une base sociale en Corée du Sud même. Une telle base lui aurait permis de compenser les difficultés nées des chan-

gements de la situation économique et politique mondiale. La croissance économique, pourtant rapide, n'a en rien contribué à l'amélioration du niveau de vie des paysans et des ouvriers. La "richesse" était entièrement absorbée par l'armée forte de 600.000 hommes et par la bureaucratie capitaliste extrêmement corrompue et étroitement liée à l'appareil d'Etat du régime. Le fait que cette politique d'industrialisation ait été menée dans le cadre d'une subordination néo-coloniale au capitalisme japonais a créé une base socio-économique pour l'approfondissement de la conscience traditionnellement anti-japonaise des masses laborieuses ; cela veut dire que le rôle dominant du capital japonais a travaillé contre le régime Park dans la conscience des masses.

Quatrièmement, la conséquence de cela fut que le régime n'avait pas d'autre choix que de s'appuyer entièrement sur la répression policière contre les luttes des travailleurs. La dictature policière s'était énormément durcie, surtout depuis 1972. Ceci avait nourri le développement de tendances libérales critiquant le régime, même parmi les cercles bourgeois américains et japonais. L'épouvantable régime policier de Park eut pour résultat de l'isoler sur la scène internationale. Dans leur politique actuelle, les impérialismes US et japonais ne pouvaient pas l'ignorer. Le cas de l'enlèvement de Kim Dae Jun (une personnalité de l'opposition sud-coréenne) par la KCIA durant son séjour au Japon fut révélateur. La bourgeoisie japonaise ne pouvait pas se permettre de soutenir à fond le régime de Park.



Ford et Park

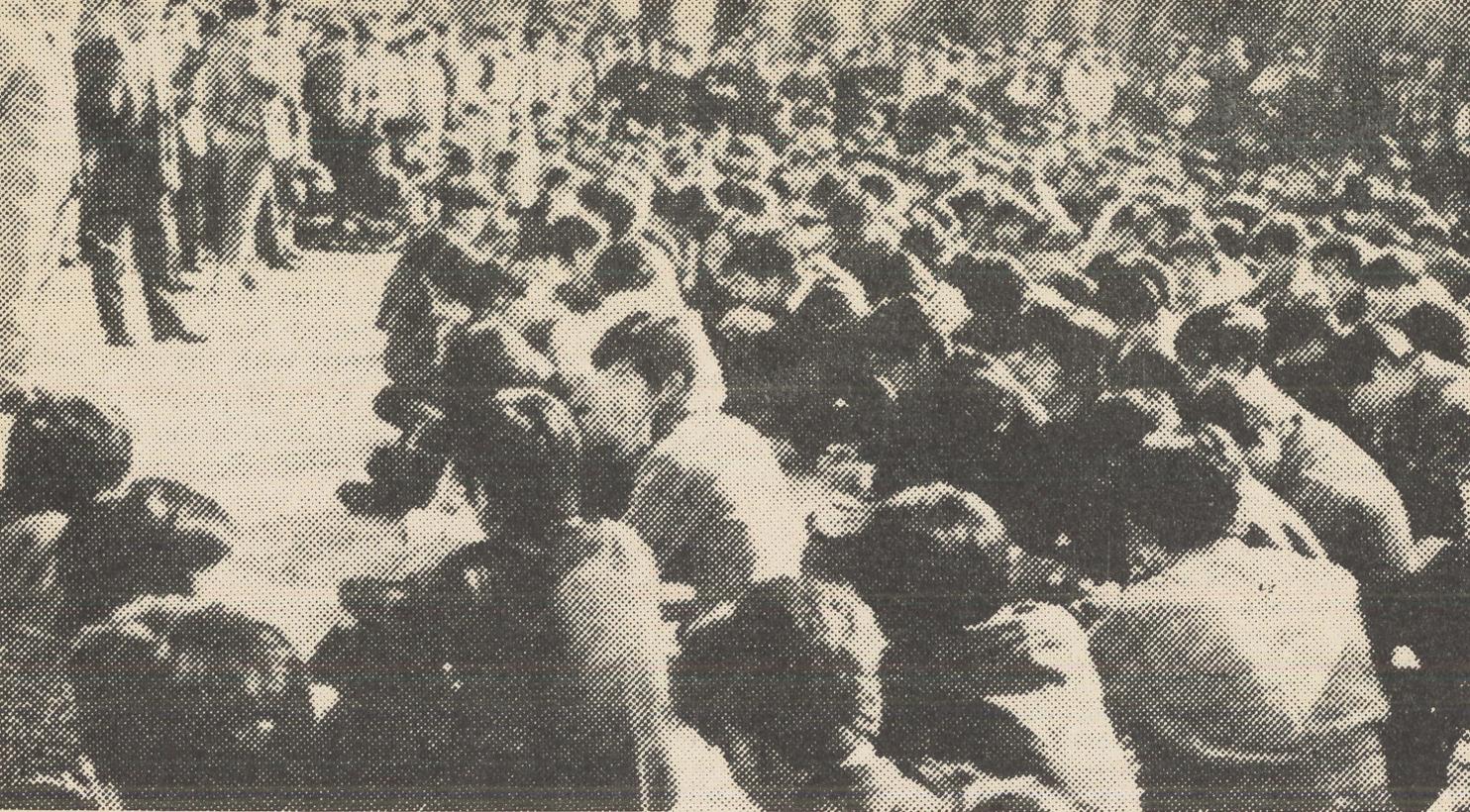
C'est pourquoi il est très clair que le régime Park se trouve devant de graves difficultés. Il fait maintenant des efforts désespérés pour créer une "unité nationale" et pour normaliser ses relations avec le gouvernement japonais. Park se plaint du manque de crédibilité de l'impérialisme américain et d'une prétendue menace "d'invasion venue du Nord". Avec le Décret d'Exception n°9 le régime a supprimé toute possibilité d'expression d'un sentiment anti-Park et a monté de toutes pièces des cas d'espionnage. Les ouvriers et les paysans sont, d'après les mesures d'exception de temps de guerre de Park, obligatoirement organisés - dans les groupes étudiants de défense nationale ou les unités de défense civile, par exemple. Tous les hommes, âgés de 18 à 50 ans, qui ne font partie ni de l'armée, ni de l'armée de réserve nationale, ni des groupes étudiants de défense nationale doivent être incorporés dans les unités de défense civile. Il est interdit aux membres de ces unités de prendre part à une quelconque activité politique. Le régime veut une société policière réglementée à 100%. Le prétexte en est ce soi-disant "danger de guerre venu du Nord".

Mais il est évident que toutes ces mesures ne pourront jamais stabiliser le régime de Park. L'intensification maximale du régime policier peut réussir à retarder l'explosion finale des ouvriers et des paysans contre le régime, mais il lui est impossible de détruire les racines mêmes de cette explosion populaire. Il est clair également que ce régime ne peut espérer réduire la crise économique. Dans les couches dirigeantes des USA et du Japon des courants se préparent déjà à l'éclatement de cette crise révolutionnaire

en Corée du Sud. L'administration Ford-Kissinger aux Etats-Unis n'a pas d'autre choix que de soutenir le régime Park. Cependant l'approfondissement de la crise du régime Park risquant de réduire à néant tous les efforts de l'impérialisme US et Japonais, il existe une sérieuse possibilité que ceux-ci prennent des mesures préventives lorsque la crise aura atteint un certain niveau. Ils le feront parce qu'il est essentiel pour eux de défendre leur système impérialiste-colonialiste en Extrême-Orient et de perpétuer la division entre Corée du Nord et Corée du Sud.

L'impérialisme et son fantôme Park se penchent sur la normalisation des relations de la Corée avec le gouvernement japonais. En août, le premier ministre japonais Miki doit aller aux Etats-Unis pour discuter avec Ford. Après cela doit se tenir la conférence régulière des ministres japonais et sud-coréens. Nous devons organiser une campagne contre la visite de Miki aux Etats-Unis et contre la conférence régulière des ministres japonais et sud-coréens au Japon. Nous devons continuer la campagne pour la libération de tous les prisonniers politiques sud-coréens des prisons de la dictature policière de Park.

Il est absolument indispensable que nous travaillions avec vigueur à mobiliser la classe ouvrière japonaise pour le renversement de tout le système d'alliance politico-militaire entre les USA, le Japon et la Corée du Sud et pour soutenir les masses laborieuses sud-coréennes dans leur combat pour la chute de la dictature de Park. La lutte des Coréens appelle une solidarité à l'échelle de toute l'Asie, nous devons répondre à cet appel.



Sit-in des étudiants de Séoul

LA DEUXIEME CONFERENCE

de la JEUNESSE ASIATIQUE

La deuxième Conférence de la Jeunesse Asiatique s'est tenue à Tokyo du 2 au 5 juillet 1975 rassemblant, outre les représentants d'organisations de jeunesse militantes du Japon, des délégués du Sri Lanka, de Corée, de Malaisie, de Hong Kong et d'Australie. Des salutations fraternelles furent reçues du Gouvernement Provisoire Révolutionnaire du Sud-Vietnam, de l'Inde, et de la part de soldats américains stationnés au Japon.

La discussion de la conférence fut axée autour de la nouvelle situation créée en Asie par la lutte victorieuse des masses indochinoises. Des rapports détaillés furent présentés sur :

1. L'importance croissante du rôle de l'impérialisme japonais pour maintenir la domination impérialiste en Asie ;
2. Le modèle émergent de répression politique en Asie et son rôle pour étouffer les luttes des masses laborieuses.

La victoire des héroïques masses indochinoi-

ses n'est pas seulement une défaite de l'impérialisme américain dans le sud-est asiatique, mais ébranle également l'ancien équilibre de la domination impérialiste dans toute l'Asie. Nous voyons maintenant surgir les éléments d'une nouvelle stratégie de l'impérialisme pour maintenir un pied en Asie :

(a) Le maintien du système impérialiste/colonialiste en Extrême-Orient, en tant que ligne de défense vitale de l'impérialisme américain en Asie. Le maillon le plus faible de cette ligne et le point de crise le plus aigu, c'est à présent le régime Park en Corée du sud. Comme l'a dit le ministre américain de la Défense, Schlessinger, l'impérialisme doit absolument renforcer ce front de défense -la Corée du sud- qu'il lui faut conserver à tout prix. Ceci explique la menace de Schlessinger d'utiliser, le cas échéant, l'arme nucléaire contre "une invasion" par la Corée du nord. En fait, le régime de Park a perdu ses derniers éléments de stabilité et doit avoir recours à des mesures répressives contre toute expression de sentiments démocratiques.

(b) Maintenir un rapport de "détente" avec l'URSS et la RP de Chine.

(c) Renforcer l'alliance avec la bourgeoisie japonaise et d'Europe occidentale.

La victoire des masses indochinoises a fondamentalement sapé la "crédibilité" de l'impérialisme américain aux yeux des dictatures réactionnaires et a stimulé, par conséquent, une nouvelle vague de répression politique dans toute l'Asie. Cette vague doit être comprise dans un contexte régional et non purement national. Elle découle du cadre de domination impérialiste imposé à l'Asie après la 2e guerre mondiale et de la défaite de l'impérialisme US en Indochine.

La deuxième conférence de la jeunesse asiatique a adopté des résolutions sur la ligne politique que voici :

(a) Mener campagne en faveur d'une Indochine socialiste et l'aider matériellement, en tant que bastion de la révolution.

(b) Intensifier la campagne pour la libération des prisonniers politiques en Asie.

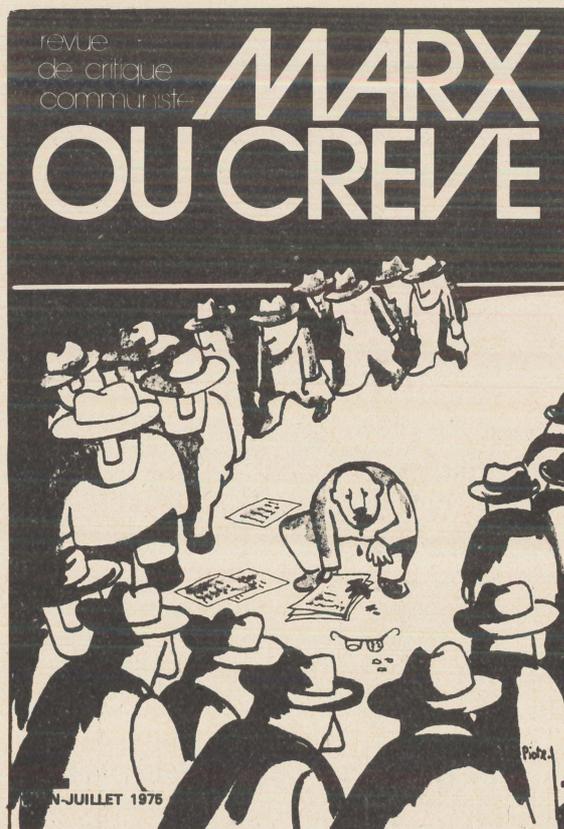
(c) Mener campagne contre la répression politique en Corée du sud et en solidarité avec le mouvement de résistance dans ce pays.

(d) Expulser l'impérialisme américain d'Asie.

(e) Lancer un appel en faveur d'une manifestation internationale anti-impérialiste le 30 avril 1976, anniversaire de la victoire vietnamienne.

La signification de la Deuxième Conférence réside avant tout dans le renforcement de notre campagne pour construire un véritable front unique des masses combattantes en Asie contre l'impérialisme, et dans la création d'une continuité politique de notre analyse, l'analyse de la situation en Asie et de la stratégie impérialiste, faite par la première conférence, ayant été confirmée par les événements.

Après la conférence, un meeting de masse fut organisé à Tokyo, avec la participation des représentants des pays présents. Environ 1.000 personnes assistèrent au meeting qui approuva les résolutions et appels votés par la conférence. Il y eut également des meetings locaux dans de nombreuses villes japonaises, notamment à Osaka, Shizuoka, Nagano, Aichi, Fukuoka, Nagasaki, Sendai, Akita, Hokkaido.



EN VENTE

à

librairie rouge

10, Impasse Guéménée

75004 PARIS

SRI LANKA

DECLARATION
DU
PARTI
MARXISTE
REVOLU
TIONNAIRE
SUR LA
RUPTURE DU
FRONT UNIQUE
GOUVER
NEMENTAL

Les différentes lettres et déclarations publiées dans les journaux et se rapportant à la crise du gouvernement de Front Unique qui culmina avec la rupture de celui-ci le 2 septembre 1975 par l'expulsion des trois ministres membres du LSSP, n'ont pas donné de façon satisfaisante les véritables raisons de cette rupture, à ce moment critique particulier.

Nous ne croyons pas que Mme Bandaranaike était obligée d'insister sur le départ du Dr. N. M. Perera du ministère des Finances à cause de ce qu'il aurait pu déclarer le 12 août 1975, au meeting du LSSP de commémoration du "Hartal" (1) au sujet de la politique de son défunt mari ou sur ses décisions politiques à elle relatives à la nationalisation envisagée de domaines appartenant à des sociétés locales ou étrangères.

Les lettres écrites au 1er ministre à la fois par le Dr. N. M. Perera et le Dr. Colvin R de Silva avant leur éviction du Cabinet avaient montré à l'évidence qu'ils étaient désireux de continuer à siéger dans le Cabinet de Mme Bandaranaike, en dépit de leurs divergences avec elle sur certains sujets. Le Dr. N. M. Perera a exprimé ses regrets d'avoir pu dire à propos de son défunt mari quelque chose qui aurait blessé Mme Bandaranaike. Le Dr. Colvin R. de Silva a rappelé au Premier Ministre que lui et le Dr. N. M. Perera avaient assisté à une réunion d'un comité ministériel convoqué par le ministre de l'Agriculture et des Biens fonciers M. Kobbekaduwa, le 4 août 1975, se soumettant ainsi à sa décision de charger ce ministre membre du SLFP des nationalisations envisagées des biens appartenant à des compagnies, bien que lui-même Dr. de Silva soit toujours ministre des Plantations et qu'il ait lui-même suggéré que le ministre de l'Agriculture et des Biens fonciers préside ce comité "vu les circonstances."

Le fait que les lettres écrites par les deux ministres LSSP n'avaient en rien affecté la décision du Premier Ministre de retirer le portefeuille des Finances des mains du Dr. N. M. Perera, était une preuve suffisante qu'elle n'était pas décidée à laisser plus longtemps les ministres du LSSP siéger dans son cabinet sur la

base de l'accord passé entre la direction du SLFP et du LSSP et qui avait été la base de l'établissement du gouvernement de Front Unique ainsi que l'a souligné le Dr. Perera.

Ainsi, il ne fait aucun doute que c'est bien Mme Bandaranaike qui a voulu la rupture du gouvernement de Front Unique qu'elle avait formé et dirigé, avec la collaboration active du LSSP, pendant les cinq dernières années.

Ce qu'il est important que la classe ouvrière et les larges masses puissent apprécier ce sont les raisons politiques fondamentales de la décision de Mme Bandaranaike de rompre le gouvernement de Front Unique à ce moment-là.

Nous ne doutons pas que les reproches mutuels et les conflits entre le SLFP et le LSSP qui résultent déjà de la rupture du Front Unique de gouvernement seront accompagnés de la révélation de choses tenues secrètes entre eux jusqu'à maintenant. De telles révélations embrouilleront plutôt qu'elles ne clarifieront les véritables problèmes à l'origine de la rupture.

Nous pensons que cette rupture est le résultat de la crise économique dans laquelle le capitalisme se trouve à Ceylan comme ailleurs dans le monde capitaliste. Dans ce contexte, ce secteur de la classe capitaliste que représente la direction du SLFP a un besoin pressant de consolider sa domination grâce à un gouvernement dans lequel tous les secteurs clés de l'administration soient fermement tenus en main par cette direction elle-même. C'est pour cette raison qu'on ne pouvait laisser aux mains des ministres LSSP le contrôle des Finances ou leur confier celui des plantations qui devaient être expropriées, ou les laisser négocier les indemnités avec les sociétés locales ou étrangères concernées. Le permettre aurait eu pour résultat, du point de vue de la direction du SLFP, un accroissement excessif de l'influence du LSSP dans l'Etat capitaliste et par conséquent un accroissement de son influence politique. En effet, les plantations restent la base principale de l'économie capitaliste à Ceylan et sont sa principale ressource pour le commerce extérieur. L'importance du ministère des Finances aurait elle-même été accrue encore par la nationalisation des domaines des compagnies car les banques d'Etat jouant alors un rôle beaucoup plus important qu'à l'heure actuelle dans l'exportation de la production des plantations auraient vu s'accroître leur contrôle sur les investissements publics aussi bien que privés.

C'est lorsque Mme Bandaranaike offrit d'autres porte-feuilles au Dr. Perera en échange du ministère des Finances, en même temps qu'elle offrait un porte-feuille alternatif à M. Leslie Goonawardene que la direction du LSSP réalisa finalement qu'ils allaient être réduits d'un rôle d'acteurs à un rôle de figu-

rants dans le Ministère. S'y soumettre les aurait réduits à jouer un rôle politique sans la possibilité d'être reconnus comme membres d'un parti politique distinct. C'est à ce moment seulement qu'ils décidèrent de dire finalement "Non", à Mme Bandaranaike, recherchant ainsi l'éviction qui s'ensuivit.

Les différentes tentatives dont a dit qu'elles avaient été faites par le Parti communiste et par certains groupes dans le SLFP lui-même pour "préserver l'esprit de front unique" étaient condamnées à échouer. La direction du SLFP, le parti dominant du Front Unique n'était pas prête à le maintenir plus longtemps sur des bases politiquement acceptables pour sa principale composante de gauche, le LSSP.

Il y a de bonnes raisons de croire que les soutiens capitalistes du SLFP et en particulier les plus gros dont on dit qu'ils exercent une forte influence sur Mme Bandaranaike et sur son fils, ont joué un rôle significatif pour amener l'éviction du LSSP des positions qu'il tenait dans le gouvernement. Les allégations du Dr. Perera et du LSSP à cet égard n'ont servi qu'à établir que lui et ses autres collègues du gouvernement de Front Unique n'avaient été autorisés à y siéger que dans la mesure où ils servaient non seulement les intérêts de l'Etat capitaliste, mais aussi ceux des secteurs de la classe capitaliste que représente la direction du SLFP. La politique suivie par les ex-ministres LSSP était donc en conformité avec la "politique de Bandaranaike" dans la logique de laquelle, le programme commun de Front Unique avait explicitement été établi et signé en 1968 par le SLFP, le LSSP et le PC. A aucun moment, jusqu'à son expulsion du gouvernement, la direction du LSSP ne s'est déclarée hostile à cette politique. Ils ont cependant cherché à faire croire à ceux qui les suivaient que par cette politique, ils poursuivaient en réalité une "ligne tactique" à l'intérieur du gouvernement capitaliste. Ils devront maintenant expliquer à ceux qui les suivent s'ils ont ou non réussi dans cette tactique.

Il est maintenant impossible pour les dirigeants du LSSP d'établir qu'ils ont été trahis par Mme Bandaranaike. La direction du SLFP n'a pas changé dans son caractère de classe ; il ne peut y avoir non plus aucun doute qu'elle avait pris les dirigeants du LSSP dans son gouvernement pour servir la classe capitaliste de la manière dont le SLFP le désirait et pour aussi longtemps qu'on aurait besoin de leurs services...

Les dirigeants du LSSP aussi bien que ceux qui peuvent s'intéresser à ce qui leur est arrivé voudront bien noter ce que le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale avait déclaré au Comité central du LSSP dans un communiqué du 23 avril 64 sur la question de la coalition avec le SLFP que la majorité du Comité central envisageait alors :

"A ce stade, il faut dire, de façon catégorique, que nous nous opposons à l'entrée de notre parti dans toute coalition gouvernementale où le contrôle décisif est tenu par un parti qui a prouvé à maintes reprises sa répugnance à se battre contre l'ordre capitaliste et a démontré en outre dans l'action son caractère de classe essentiellement anti-ouvrier. Nous ne croyons pas que le caractère de classe du SLFP soit déterminé par les déclarations de l'un ou l'autre de ses leaders pris individuellement. Sa caractérisation a été révélée par toute son histoire pendant ses années au pouvoir. En ce sens, nous ne voyons aucune raison de changer notre caractérisation de ce parti comme agissant essentiellement à l'intérieur du cadre capitaliste et utilisé par certaines couches de la bourgeoisie comme un possible rempart contre les forces montantes de la classe ouvrière. Toute forme de coalition avec un tel parti, aussi longtemps qu'il reste la force majoritaire au sein d'une telle coalition ne peut que mener à l'immobilisation de la poussée de la gauche et faire de celle-ci la cible du ressentiment croissant des masses" (C'est nous qui soulignons).

Aujourd'hui, non seulement l'UNP, mais même quelques uns des ex-collègues des leaders du LSSP, membres du SLFP veulent faire croire que le Dr. N. M. Perera, en tant que ministre des Finances était le responsable, au premier chef des attaques contre le niveau de vie des masses qui ont été menées par le gouvernement de Front Unique alors qu'il avait ce poste. Ceci est une indubitable distorsion de la vérité. Il n'y a pas doute en ce qui concerne la responsabilité de toute la direction du SLFP aussi bien que de celle du PC pour la politique financière et autres, qui a été suivie par le gouvernement de Front Unique.

Ce que nous devons souligner, c'est que le LSSP, de même que le SLFP et le PC est responsable des atteintes directes aux droits humains et démocratiques du peuple pendant l'état d'urgence, qui règne toujours. L'interdiction et la liquidation virtuelle du Janatha Vimukti Peramuna en 1971 doit être particulièrement mentionnée dans ce contexte.

Ce n'est ni sur la défense du niveau de vie des masses, ni sur la défense des droits démocratiques du peuple, ni sur la restauration du droit fondamental des travailleurs à faire grève que s'est rompu le Front Unique.

Ce n'est rien de plus qu'une conséquence des divergences d'intérêts à l'intérieur du gouvernement de Front Unique sur la répartition des pouvoirs à l'intérieur de l'Etat capitaliste et de l'influence politique et des privilèges qui découlent de l'exercice de ce pouvoir.

Quelles en seront les conséquences ? On peut penser qu'il y aura pendant un temps de la consternation et du désordre dans les rangs du LSSP et parmi ses sympathisants. Cela va toucher les syndicats, les étudiants et autres organisations contrôlées par le LSSP avec une certaine démoralisation et des défections dans leurs rangs. Il y aura aussi une déception considérable et du découragement parmi les partisans du PC et même du SLFP qui croyaient que le gouvernement de Front Unique était anti-impérialiste et "progressiste" à cause de la participation du LSSP et du PC en son sein. La cassure du Front Unique par Mme Bandaranaike avec l'approbation du comité exécutif du SLFP servira à dissiper les illusions de ces gens-là.

Le Parti communiste, en tout cas, trouvera difficile de continuer, sans l'aide du LSSP à maintenir le mythe du caractère progressiste de la soi-disant bourgeoisie nationale, que le SLFP représenterait. Ils devront maintenant décider s'ils doivent promouvoir "l'unité de toutes les forces progressistes" à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement.

Notre position a toujours été que le SLFP est un parti bourgeois bien qu'il ait une base de masse dans les couches moyennes et un certain soutien dans la classe ouvrière et même bien qu'il y ait certaines différences entre lui et l'UNP, qui est un parti bourgeois beaucoup plus conservateur tant en ce qui concerne les relations avec l'impérialisme que le contrôle de l'Etat sur l'économie capitaliste. Quand le LSSP entra pour la première fois dans la coalition gouvernementale avec le SLFP, sous la direction de Mme Bandaranaike en juin 1964, ceux d'entre nous qui appartenaient au LSSP s'en séparèrent et condamnèrent cette action comme une trahison de la classe ouvrière et de la gauche. Nous avons démontré que Mme Bandaranaike s'était tournée vers la direction du LSSP afin d'obtenir son aide pour maintenir la domination capitaliste dans le pays, chose que la direction du SLFP avait trouvé difficile à faire toute seule en face de la combativité montante de la classe ouvrière et de son mécontentement à cette époque. Aujourd'hui, le fait que la direction du SLFP se passe des services de la direction du LSSP ne nous cause aucun déplaisir et ne nous pose aucun problème.

Pour tous les secteurs des masses qui avaient compris avant qu'il ne soit rompu, le caractère contre-révolutionnaire et essentiellement réactionnaire du gouvernement de Front Unique dans tout ce qui concerne la classe ouvrière et les larges masses, la tâche reste toujours de se rassembler en un front unique pour la construction d'un nouveau mouvement de masse de gauche. C'est une tâche essentielle, non seulement pour eux, mais aussi pour toutes les masses qui suivent les trois partis qui constituaient le Front Unique. Il n'y a pas d'autre voie pour eux que de construire un tel

mouvement de gauche pour défendre leurs intérêts, encore une fois, cela ne peut se faire que sur une base anti-capitaliste et seulement sous une direction qui se base fermement sur la classe ouvrière et le développement de la lutte de classe pour le renversement de la domination capitaliste et l'établissement d'un gouvernement des Ouvriers et des Paysans.

Dans le contexte actuel, un tel mouvement devra nécessairement lutter pour la fin de l'état d'urgence, pour repousser toute législation répressive, y compris le décret sur la Sécurité publique, sous le nom duquel l'état d'urgence est maintenu et la loi instituant la Commission de Justice criminelle, aussi bien que pour la libération de tous les prisonniers politiques maintenus en prison

en vertu de l'une ou l'autre de ces deux lois réactionnaires, pour la restauration du droit de grève, des droits humains et des libertés démocratiques des masses, nécessaires pour défendre leurs intérêts contre l'exploitation capitaliste et l'oppression sous toutes ses formes.

Colombo le 8 septembre 1975

(1) "Hartal", important moment historique de la lutte des masses ceylanaises.

LSSP : Lanka Sama Samaja Party (Parti ceylanais pour une société égalitaire)

SLFP : Sri Lanka Freedom Party (Parti ceylanais de la Liberté)

UNP : Parti national uni

Janatha Vimukti Peramuna : Front populaire de Libération.

MOBILISATION ANTI- IMPERIALISTE

Plus de 1000 manifestants ont marché sur l'ambassade américaine à Panama le 23 septembre pour protester contre les déclarations agressives de plusieurs officiels américains à propos de la "zone du canal", qui est toujours occupée par les troupes US. Organisée par la Fraction socialiste révolutionnaire (Fraccion Socialista Revolucionaria), organisation trotskyste, la FER (Fédération des étudiants révolutionnaires), le Guaykucho et plusieurs associations de grandes écoles et d'universités, en particulier les étudiants en droit, la manifestation était la plus importante depuis le coup d'Etat de 1968. Les manifestants traversèrent la ville, passant en face du siège du gouvernement et tinrent un meeting au parc de Santa Anna dans le quartier le plus ancien de la ville, lieu historique de très nombreuses manifestations. On chantait des slogans contre le maintien de l'occupation américaine de la zone du canal, et certains dénonçaient le gouvernement du général Omar Torrijos pour son refus d'engager une réelle bataille pour recouvrer le contrôle du canal. Du parc de Santa Anna la manifestation se dirigea vers l'ambassade US. La Garde nationale n'attaqua pas les manifestants pendant l'affrontement à l'ambassade mais des grenades lacrymogènes furent lancées au moment de la dispersion. L'ambassadeur US se plaignit que la Garde n'avait pas été suffisamment énergique dans la répression des militants. Pour leur part, les manifestants exhortaient la Garde à tourner ses fusils contre les occupants de la zone du canal et non contre le peuple.

Parmi les principaux mots d'ordre de la manifestation il y avait : "Pas de base Yankee à Panama", "Pas de base pour l'entraînement des criminels", "Défense commune : trahison du peuple", "Riz, haricots et viande: le peuple a faim", " Un gouvernement qui réprime les étu-

diants est un gouvernement qui tombe" "La souveraineté ou la mort", "Chili, Panama, Argentine : Yankees hors de l'Amérique Latine" !

Les raisons immédiates de cette manifestation étaient les déclarations agressives et belliqueuses de plusieurs officiels US, y compris Henry Kissinger, sur la détermination des Américains de poursuivre l'occupation militaire de la zone du canal, indéfiniment. La "concession" US sur la zone du canal arrive à son terme et doit être renégociée. La "Défense-commune" dénoncée par les manifestants se réfère à une proposition US visant à garder environ 10.000 hommes dans la zone du canal sous le prétexte que Panama serait autorisé à dire son mot sur la disposition de ces forces. Les véritables intentions de l'impérialisme américain, furent cependant dévoilées par une déclaration de Kissinger au début de septembre selon laquelle "les Etats-Unis se réservaient le droit de défendre unilatéralement le canal de Panama, pour une longue période". Le Général D. P. McAuliffe, commandant des troupes US dans la zone du canal, s'engage à "prendre toutes les mesures militaires nécessaires" si les négociations échouent et que la violence surgit.

La manifestation du 23 septembre fut une première réponse à de tels propos. Le lendemain soir, les étudiants émirent un communiqué disant que Washington avait prouvé qu'il n'avait même pas l'intention de négocier sérieusement et encore moins celle d'agréer la revendication populaire d'une souveraineté totale sur le canal. Ils disaient aussi que le gouvernement de Torrijos devait décider s'il était du côté du peuple ou du côté de Ford et Kissinger.

hommage à nos femmes martyres

EXTRAITS DE AVANZADA SOCIALISTA ORGANE DU PST (13 septembre 1975)

Cette page est destinée à étendre, à défendre et à orienter la lutte de l'un des secteurs les plus opprimés de la société : les femmes.

Nous y avons exprimé avec force les idées de notre parti au sujet des mille problèmes qui assaillent la femme à cause de son oppression. Nous ne le faisons ni par hasard ni par opportunisme de circonstance. Nous ne sommes pas de ceux qui se sont rappelés des "éternelles oubliées et délaissées" en 1975 parce que c'est l'Année internationale de la femme.

Nous ne sommes pas de ceux qui ont créé des commissions féminines "cette année" pour remplir une obligation et qui certainement l'an prochain vont les dissoudre.

Notre parti a toujours eu une pratique conséquente en faveur des femmes. C'est pourquoi, nous avons présenté Nora Ciapponi comme candidate à la vice-présidence, c'est aussi pour cela que dans sa campagne électorale, elle plaïda pour les droits de la femme et c'est pourquoi nous avons toujours été partie prenante de toutes les luttes et actions entreprises par les femmes de notre pays. Il en fut ainsi, parce que notre parti, ouvrier et socialiste, lutte pour les droits de tous les opprimés. Cette pratique politique en ce qui concerne les femmes a eu comme conséquence des plus importantes qu'une grande quantité de camarades rejoignirent nos rangs et qu'elles s'identifiaient non seulement avec nos positions en général, mais aussi avec nos positions sur les femmes.

Si quelque jour nous écrivions notre histoire, les femmes y tiendraient une place très remarquable.

Et aujourd'hui, dans cette note, nous voulons commencer à écrire une partie de cette histoire, qui comme toute histoire de ceux qui luttent, a ses martyrs.

Aujourd'hui, donc, nous voulons dédier ces lignes aux quatre jeunes martyres que nous, femmes socialistes, avons données à la cause ouvrière et dont les vies furent tranchées par de sauvages assassinats.

Notre hommage sera simple. Nous ne voulons pas faire de biographies exhaustives ni exagérément grandir nos camarades après la mort.

Nous voulons mettre en relief chez elles, le mérite qui leur incombe du simple fait d'avoir assumé la cause du socialisme. Pour une femme, le mérite est double. Si, pour tout camarade, emprunter le chemin de la lutte suppose plus de risques et de sacrifices que de satisfactions, pour une femme, cela est doublement vrai, car elle doit vaincre toutes les entraves que lui impose l'éducation dans cette société. Nos camarades assassinées avaient bien choisi leur chemin et la preuve en est l'acharnement de l'ennemi. Quelques unes d'entre elle comme Ana Maria (1) étaient des militantes importantes du mouvement ouvrier. Ce rôle que nous voudrions voir jouer à toutes les femmes travailleuses, elle le remplissait avec la capacité dont témoigne aujourd'hui la grève de 96 heures faite par ses camarades de travail en protestation contre ces assassinats.

Nous luttons pour l'égalité que la société nous refuse. Nous luttons pour pouvoir accéder à tous les postes politiques et syndicaux pour rendre plus faciles pour les femmes les tâches ménagères, pour changer leur caractérisation comme "citoyen de deuxième catégorie". Et cette société qui avec ses lois et ses normes sociales nous ferme le chemin, est la même que celle qui protège l'assassinat de nos camarades masculins. Nous devons donc en conclure que si on ne nous reconnaît pas un droit égal à la vie, nous avons l'égalité dans la mort.

Les mains des assassins qui massacrèrent leurs corps ne firent pas de différence de sexe en appuyant sur la gâchette.

Ceci, au milieu de la tristesse et de la douleur, nous remplit d'orgueil parce que cela signifie que nous, femmes socialistes, sommes reconnues comme des combattantes conséquentes, même par l'ennemi. Des 15 martyrs que compte déjà notre parti, Adrianita, Ana Maria, Lidia et Patricia... sont les premières femmes à figurer dans cette liste macabre et héroïque.

C'est pourquoi, à partir de maintenant, l'exigence du châtimement des responsables deviendra un drapeau de lutte de plus pour toutes les femmes socialistes.

(1) Voir la biographie des camarades dans "Inprecor" n° 34 du 25 septembre 1975.